

FCCQ

Fédération des chambres
de commerce du Québec



2020-2021

RAPPORT
D'ACTIVITÉS

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL	4
MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL	6
PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2020-2024.....	8
LA FCCQ, UNE INFLUENCE QUI COMPTE	9
LES MEMBRES	10
LA FCCQ ENGAGÉE.....	18
ACTIVITÉS PUBLIQUES	20
AFFAIRES PUBLIQUES ET ÉCONOMIQUES.....	22
CORRIDORS DE COMMERCE	53
SOUTIEN AU RÉSEAU	70
ACTIVITÉS EXCLUSIVES AUX MEMBRES	91
PRIX MAURICE-POLLACK 2020.....	95
LES PROJETS.....	97
LE CERCLE DES PARTENAIRES	101
CONSEIL D'ADMINISTRATION	102
REPRÉSENTANTS SECTORIELS	103
REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX	104
REPRÉSENTANTS DES GRANDES CHAMBRES LOCALES...	105
ÉQUIPE PERMANENTE DE LA FCCQ	106

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Stéphanie Trudeau

PRÉSIDENTE DU CA

Vice-présidente exécutive, Québec, Énergir



LA FCCQ, C'EST AVANT TOUT LE RASSEMBLEMENT D'UN VASTE RÉSEAU DE PRÈS DE 125 CHAMBRES DE COMMERCE AUX PREMIÈRES LOGES DES RÉALITÉS DE TERRAIN. GRÂCE À CETTE REPRÉSENTATIVITÉ, LA FCCQ EXERCE AVEC LEADERSHIP UN RÔLE STRATÉGIQUE POUR INCARNER LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES QUÉBÉCOISE.

La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) est aujourd'hui une organisation incontournable pour l'ensemble de la communauté d'affaires québécoise. Ce fut une grande source de fierté d'assumer le rôle de présidente du conseil d'administration de la FCCQ au cours de cette année encore une fois marquée par la pandémie.

Durant cette période mouvementée, la FCCQ a fait preuve d'audace dans ses prises de position et a démontré aussi bien son influence que sa pertinence. En effet, elle a défendu avec vigueur et fermeté les intérêts de toutes les entreprises québécoises, quels que soient leur localisation ou leur secteur d'activités. Elle a guidé les prises de décisions des plus hautes instances gouvernementales avec justesse et a ainsi joué un rôle plus qu'important quand on sait les conséquences de la crise de la COVID-19 sur notre économie.

La FCCQ, c'est avant tout le rassemblement d'un vaste réseau de près de 125 chambres de commerce aux premières loges des réalités de terrain. Grâce à cette représentativité, la FCCQ exerce avec leadership un rôle stratégique pour incarner la voix de la communauté d'affaires québécoise. Ce réseau offre ainsi un soutien précieux, aussi bien sur le plan du développement économique local et régional qu'à l'échelle québécoise et canadienne. Également, ses comités lui confèrent une expertise unique qui enrichit ses prises de position publique et lui permettent d'accroître sa capacité d'action.

Par ailleurs, cette année enrichissante a été marquée par un changement d'image à la FCCQ. Nous avons lancé une nouvelle image de marque et dévoilé un nouveau logo, une première en près de 15 ans à la Fédération!

L'année à venir ne manquera pas de défis, et la FCCQ sera assurément présente pour y répondre! Je suis fier de savoir que la FCCQ continuera de s'impliquer sur les enjeux liés à la rareté de la main-d'œuvre et à l'immigration, à la réouverture de notre économie et à la compétitivité de nos entreprises. De plus, nous devons veiller à maintenir nos efforts pour promouvoir l'achat local et soutenir nos PME et grandes entreprises affectées par la pandémie mondiale. La FCCQ redoublera donc d'efforts pour partager sa vision économique qui s'articule autour de la promotion de l'entrepreneuriat et d'un environnement d'affaires innovant, concurrentiel et durable.

Toutes ces réalisations ne seraient pas possibles sans l'implication de l'équipe de la FCCQ. Un grand merci donc à l'ensemble des membres du conseil d'administration et du bureau de direction, ainsi qu'à l'équipe permanente pour leur volonté et engagement. C'est un réel plaisir de collaborer avec vous.

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Charles Milliard, MBA

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fédération des chambres de commerce du Québec



GRÂCE À SON RÉSEAU DE CHAMBRES DE COMMERCE ET DE MEMBRES CORPORATIFS, LA FCCQ A ÉTÉ EN MESURE DE PRENDRE LE POULS DE CENTAINES D'ENTREPRISES POUR PORTER AVEC JUSTESSE LEURS ATTENTES ET PRÉOCCUPATIONS AUPRÈS DES DÉCIDEURS PUBLICS.

Au cours de cette dernière année, l'ensemble de la communauté d'affaires québécoise a fait preuve de courage et de persévérance pour affronter les difficultés engendrées par la pandémie de COVID-19. De partout au Québec, nos entreprises et entrepreneurs se sont adaptés et dépassés pour relever des défis aussi bien inédits qu'exigeants.

Dans ce contexte, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) a joué un rôle déterminant pour le milieu économique. Grâce à son réseau de chambres de commerce et de membres corporatifs, la FCCQ a été en mesure de prendre le pouls de centaines d'entreprises pour porter avec justesse leurs attentes et préoccupations auprès des décideurs publics.

C'est cette qualité de porte-parole de la communauté d'affaires québécoise que nous avons notamment souhaité mettre de l'avant dans la refonte de notre image de marque. En effet, pour la FCCQ, cette année a aussi été synonyme de renouveau. Notre nouveau logo, plus moderne et dynamique, remet au goût du jour l'image de notre organisation et évoque davantage notre portée sur l'ensemble du Québec. Nous nous renouvelons avec une nouvelle image de marque, représentative de nos valeurs et de nos engagements, et en poursuivant l'objectif de favoriser un environnement d'affaires innovant, concurrentiel et durable.

Sur cette thématique, je tiens à remercier Mme Françoise Bertrand, Mme Stéphanie Trudeau et M. Stéphane Forget pour leur présence lors du dévoilement de cette nouvelle image. Ensemble, nous avons pu retracer de grands moments de l'histoire de la FCCQ, mais surtout échanger sur

le rôle toujours plus pertinent d'une organisation comme la nôtre.

Encore cette année, nous avons multiplié les événements virtuels afin d'être toujours présents et de fournir l'information la plus pertinente possible à nos membres. La dernière année fut aussi le début du retour à la normale grâce à la réussite de la campagne de vaccination. Et c'est avec fierté que nous avons apporté notre pierre à l'édifice en réalisant en jouant un rôle actif pour la mise en place de la vaccination en entreprise.

Pour bon nombre d'entreprises, le retour à la normalité ne sera pas immédiat avec divers obstacles toujours présents. Pour autant, nous sommes assurés d'une reprise économique plus verte, plus prospère, et aux multiples opportunités. La prospérité économique du Québec est étroitement liée à la santé de ses PME et grandes entreprises. C'est pourquoi nous veillerons à accompagner nos membres, qu'ils soient chambres de commerce ou entreprises dans leur désir d'entreprendre.

Depuis 1909, nous sommes la voix des entrepreneurs et nous nous efforçons d'être au plus près de leurs réalités pour les conduire vers la réussite. En ce sens, nous travaillons rigoureusement pour offrir à nos membres des projets de qualité, innovants et porteurs.

Enfin et surtout, je tiens à remercier l'équipe permanente de la FCCQ et notre conseil d'administration qui ont travaillé d'arrache-pied pour assurer le rayonnement de notre organisation.



PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2020-2024



8

MISSION

Appuyer et promouvoir le développement économique de l'ensemble des secteurs d'activités et des régions du Québec.

VISION

Par la force de son réseau, agir comme catalyseur de changement permettant de créer une économie plus innovante, concurrentielle et durable.

VALEURS

Intégrité

Nos interventions se font dans le respect, de manière juste, honnête et constructive. C'est sur cette base que nous établissons des liens de confiance avec nos différents partenaires. L'intégrité est au cœur de notre travail.

Excellence

Nous menons tous nos projets et toutes nos interventions avec rigueur, afin d'être un partenaire fiable et incontournable. Nous aspirons à l'excellence et nous sommes animés d'une volonté de toujours nous dépasser pour offrir le meilleur à nos membres.

Innovation

Nous avons l'audace et la créativité pour réaliser des idées et des projets qui font avancer les intérêts des entreprises du Québec. L'innovation est au centre de nos actions et de nos processus d'affaires.

Diversité

Nous valorisons la diversité d'idées et de partenaires. Nous offrons un milieu de travail inclusif, accueillant et enrichissant. Nous accompagnons nos membres de toutes tailles, de toutes les régions, de tous les secteurs d'activité et de tous les horizons.

LA FCCQ, UNE INFLUENCE QUI COMPTE

Grâce à ses 18 comités de travail, la FCCQ dispose d'une approche multisectorielle représentative des réalités de terrain. En effet, plus de 500 représentants ont siégé cette année au sein des comités pour offrir à la communauté d'affaires une analyse approfondie des enjeux actuels. La FCCQ se dote ainsi d'une expertise aiguisée en matière de politiques publiques et assure son influence auprès des décideurs politiques.

AGRO-ALIMENTAIRE M. Sylvain Racette Saladexpress	INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION M. Marc Brazeau EY	SCIENCES DE LA VIE Mme Isabelle Gagnon AstraZeneca
CHAÎNE DE VALEUR DU MÉDICAMENT M. Christian Ouellet Novartis Pharma Canada inc.	MANUFACTURIER, INNOVATION ET EXPORTATION M. Luc Poirier Lumen	SUR-RÉGLEMENTATION M. Antoine Tayyar
ÉCONOMIE VERTE M. Hugo Lafrance Lemay Co.	RESSOURCES HUMAINES M. Marcel Curodeau MEDIAL Conseil Santé Sécurité inc.	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET COMMUNICATION M. Alain Lavoie Irosoft inc.
ÉDUCATION, FORMATION ET MAIN-D'ŒUVRE M. Michel Turner Metro	RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE M. Jean-Marc Lulin Exploration Azimut inc.	TOURISME ET ÉVÉNEMENTS Mme Geneviève Dumas Fairmont Le Château Montebello
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT M. Rock Marois M. Mathieu Bouchard Graymont Intragaz inc.	SANTÉ Mme Isabelle Girard Plakett Services cliniques inc.	TRANSPORT ET LOGISTIQUE M. Karl McLellan Transport Bernières inc.
ENTREPRENEURIAT M. Éric Dufour RCGT	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL Mme Anne-Marie Bertrand Monette Barakett S.E.N.C.	SERVICES FINANCIERS, CAPITAUX ET ÉCONOMIE M. Pierre Cléroux BDC

LES MEMBRES

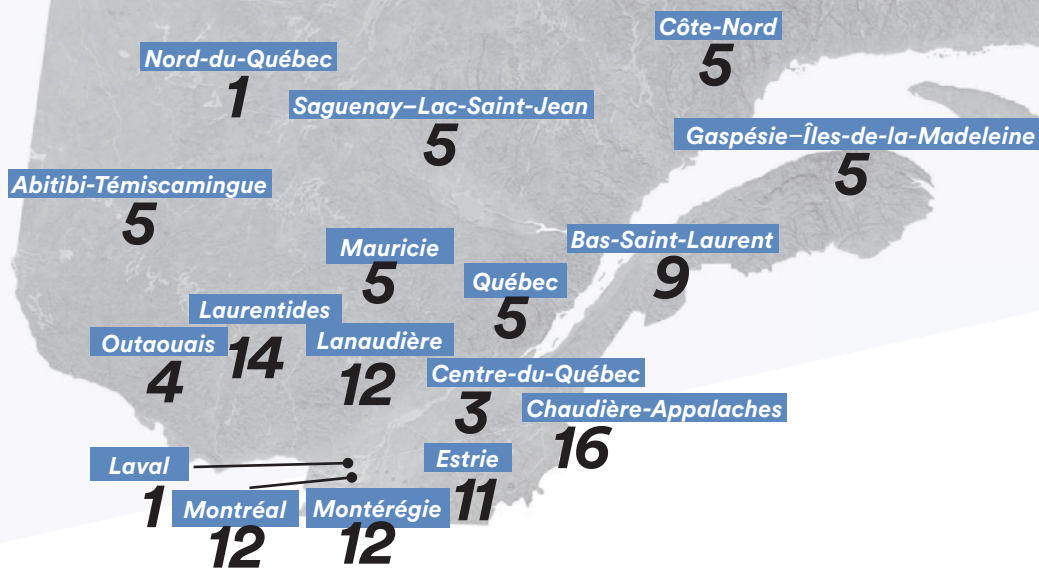
Plus important réseau de gens d'affaires du Québec, la FCCQ affirme son leadership comme catalyseur d'un développement économique inclusif et durable. Grâce à son vaste réseau de 125 chambres de commerce et 1 100 membres corporatifs, la FCCQ représente plus de 50 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois et agit comme principal porte-parole de l'écosystème d'affaires auprès des gouvernements.

10



125

Chambres de commerce



LES CHAMBRES
DE COMMERCE
MEMBRES

<ul style="list-style-type: none"> C. de C. et d'industrie de Rouyn-Noranda C. de C. et d'industrie du Centre-Abitibi C. de C. et d'industrie d'Abitibi-Ouest C. de C. de Témis-Accord C. de C. de Val-d'Or 	Abitibi-Témiscamingue
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. et d'industrie Mont-Joli-Mitis C. de C. Région de Matane C. de C. de la MRC de Rivière-du-Loup C. de C. du Témiscouata C. de C. et de l'industrie Rimouski-Neigette (CCIRN) C. de C. de la MRC de La Matapédia C. de C. Kamouraska - L'Islet C. de C. de St-Jean-de-Dieu C. de C. de Trois-Pistoles - Notre-Dame-des-Neiges 	Bas-Saint-Laurent
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. et d'industrie du Cœur du Québec C. de C. et d'industrie Bois-Francs-Érable C. de C. et d'industrie de Drummond 	Centre-du-Québec
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. de Montmagny C. de C. Bellechasse-Etchemins C. de C. de Lévis C. de C. et de l'industrie de Thetford Mines (CCITM) C. de C. de Disraéli C. de C. de St-Côme Linière C. de C. de Saint-Jules C. de C. de East Broughton C. de C. de l'Est de la Beauce C. de C. St-Martin-de-Beauce C. de C. et d'industrie Nouvelle-Beauce C. de C. et d'industrie de St-Joseph-de-Beauce C. de C. de Saint-Georges C. de C. de Beauceville C. de C. de Tring-Jonction C. de C. de Lotbinière 	Chaudière-Appalaches
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. de Port-Cartier C. de C. de Fermont C. de C. de Manicouagan C. de C. de Forestville C. de C. de Sept-Iles Uashat Mak Mani-utenam 	Côte-Nord

<p>C. de C. et d'industrie Memphrémagog C. de C. Région de Mégantic C. de C. et d'industrie de la région de Richmond C. de C. et d'industrie de la région de Coaticook C. de C. du Haut-St-François C. de C. et d'entrepreneuriat des Sources C. de C. régionale de Windsor C. de C. et d'industrie de Sherbrooke C. de C. de Haute-Yamaska C. de C. de Brome-Missisquoi C. de C. et Industrie de la Région de Valcourt</p>	<p>Estrie</p>
<p>C. de C. de la Baie-des-Chaleurs C. de C. des Îles-de-la-Madeleine C. de C. de La Haute-Gaspésie C. de C. et de tourisme de Gaspé C. de C. MRC Rocher Percé</p>	<p>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</p>
<p>C. de C. et d'industrie Les Moulins C. de C. de Rawdon C. de C. de la MRC l'Assomption C. de C. du Grand Joliette C. de C. de Brandon C. de C. Saint-Félix-de-Valois C. de C. de la Haute Matawinie C. de C. Berthier / D'Autray C. de C. et d'industrie de la MRC de Montcalm C. de C. du Grand Saint-Donat C. de C. St-Jean-de-Matha C. de C. de St-Côme</p>	<p>Lanaudière</p>
<p>C. de C. de Mont-Laurier C. de C. et d'industrie de Mirabel C. de C. de Labelle C. de C. et d'industrie d'Argenteuil C. de C. du Grand Ste-Agathe C. de C. et de Tourisme de St-Adolphe d'Howard C. de C. de Ste-Adèle C. de C. Bois-des-Filion / Lorraine C. de C. et d'industrie de Thérèse-De Blainville C. de C. de Ferme-Neuve C. de C. du Grand Mont-Tremblant C. de C. et d'industrie St-Jérôme Métropolitain C. de C. et d'industrie MRC de Deux-Montagnes C. de C. et de tourisme de la Vallée de St-Sauveur</p>	<p>Laurentides</p>
<p>C. de C. et d'industrie de Laval</p>	<p>Laval</p>
<p>C. de C. et d'industrie de la MRC de Maskinongé C. de C. et d'industrie du Haut St-Maurice C. de C. et d'industries de Shawinigan C. de C. et d'industries de Trois-Rivières C. de C. de Mékinac</p>	<p>Mauricie</p>

<ul style="list-style-type: none"> C. de C. Mont-Saint-Bruno C. de C. au Cœur de la Montérégie C. de C. et d'industrie de la Rive-Sud C. de C. et d'industrie du Bassin de Chambly C. de C. de la Région d'Acton C. de C. et d'industrie du Haut-Richelieu C. de C. et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges C. de C. de la Grande région de Saint-Hyacinthe C. de C. et d'industrie Beauharnois - Valleyfield - Haut-St-Laurent C. de C. et d'industrie de Sorel-Tracy Métropolitain C. de C. et de l'industrie de la Vallée-du-Richelieu C. de C. du Grand Roussillon 	Montérégie
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. et d'industrie de Montréal-Nord C. de C. du Montréal Métropolitain C. de C. et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal C. de C. de l'Est de Montréal C. de C. et d'industrie de St-Laurent-Mont-Royal C. de C. de l'Ouest-de-l'Île de Montréal C. de C. Italienne au Canada C. de C. et d'industrie Canada-Liban C. de C. Québec et Amérique Latine C. de C. Salvadorienne du Québec 	Montréal
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. de Chibougamau-Chapais 	Nord-du-Québec
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. de Maniwaki et Vallée de la Gatineau C. de C. de Gatineau C. de C. Vallée de la Petite Nation C. de C. du Pontiac 	Outaouais
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. et d'industrie de Québec C. de C. Charlevoix C. de C. de l'Île d'Orléans C. de C. de L'Est de Portneuf C. de C. Régionale de St-Raymond 	Capitale-Nationale
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. du Secteur de Normandin C. de C. et d'industrie Lac St-Jean-Est C. de C. et d'industrie Dolbeau-Mistassini C. de C. et d'industrie Saguenay-Le Fjord C. de C. et d'industrie de St-Félicien 	Saguenay-Lac-Saint-Jean
<ul style="list-style-type: none"> C. de C. LGBT du Québec Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec 	Non territoriales

Bienvenue à nos 160 nouveaux membres

Academos cybermentorat
 Alexion Pharma Canada
 Aluproteck
 Amazon
 Angany
 Applications Bamboo Soft
 ASC plus
 ASC Plus
 Association des chemins de fer du Canada (ACFC)
 Association des Employeurs Maritimes (AEM)
 Atelier d'usage Quenneville
 Avancie
 Aya Or & Argent
 Banque HSBC Canada
 BB Immigration
 Bernier Beaudry Avocat
 Biomed Pharma
 Bouthillette Parizeau
 Braver
 Brio Conseils
 Canadel
 CEP Forensique
 Coffrage LD
 Colliers Maitres de projets
 Conseil Québécois des entreprises adaptées
 Cribtec
 CVA Estrie
 Cyrell AMP
 Cégep de La Pocatière
 Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
 Cégep Régional de Lanaudière
 D-Teck
 Distech Controls
 Dorma Filtration
 Drakkar digital
 Dévolutions
 Eco-Réhabilitation
 ECO2 Magnesia
 EC Solutions
 Eddynet
 Elo Mentorat

Entosystem
 Entreprise Prémont
 Entreprises de construction DAWCO
 Équipe SST
 Erco Mondial div. de supérieur plus S.E.C.
 Eska
 Evolupharma
 Fabrication LLenar
 Fairmount Le Manoir Richelieu
 Four Points by Sheraton Lévis Centre de congrès
 GE Canada
 Gelpac
 GE Santé - Solutions & Digital
 Glatfelter
 Go Viva
 Go Zéro
 Groupe Deric
 Groupe Magellan S.E.N.C.
 Groupe Maritime Verreault
 Groupe Minier Technica
 Groupe Neuro Solutions
 Groupe Santé Devonian
 Génome Québec
 Herwood
 Humance
 Hôpital Vétérinaire Piedmont
 Hôtel Monville
 Hôtel Sheraton et centre des congrès de St-Hyacinthe
 IGF Axiom
 Inixium
 Innergex énergie renouvelable
 Instech Télécommunication
 Institut québécois de planification financière
 Inversago Pharma
 IQVIA Solutions Canada
 Isokit Canada
 JAMÉC
 JTI-Macdonald Corp.
 KABS Laboratoires
 Kefiplant
 Kinelite

La Bêlerie Distribution et Transformation
 Lapalme Rheault Architectes et associés
 La QV
 Le Conseil québécois du commerce de détail
 Le Groupe Misa
 Le Groupe Xtreme
 Le Monde du ravioli
 Les consultants Stem-experts
 Les Entreprises G. Larouche
 Les Extrusions Omnitech
 Les Industries Blais
 Les Produits de Ventilation Lambro
 Les Produits Pétroliers Norcan
 Les Électriciens Desjardins
 Lizotte Medico Experts
 LOK Amérique du Nord
 Maple Leaf Strategies
 Medfuture
 Medicom
 Medsup Medical
 Mes machines intelligentes
 Microbrasserie Le BockAle
 Micro Logic Sainte-Foy
 Microsoft Canada
 Mobile Punch
 MVC Océan
 Métal Marquis
 Neksys Excelpro
 Neuligent
 Nixo experts-conseils
 Noriske
 Nouvelle Hauteur
 NovAxis Solutions
 Novo Électronique
 Omni-Med.Com
 Opérations SST International
 Orange Santé
 Pacini Canada
 Pama Manufacturing
 Pecca Technologies
 Plastiques Berry Canada

Prelco
 Prevamax
 Preventum Consultation SST
 Production Bahngo
 Propulsion 360 Coaching S.E.N.C.
 Prévention-Incendie Safety First
 Pultrall
 Pyrowave
 QDI
 Regroupement des festivals régionaux artistiques indépendants (REFRAIN)
 RM Recrutement International
 Scott Bader ATC
 Securimed
 Sefar BDH
 Services Technominex
 Shape Shift 3D
 Sigma Devtech
 SmartMill BD
 Société du port de Valleyfield
 Soya Excel
 SST Consultants
 STGM Architectes
 Synchronex
 Tactix Government Relations and Public Affairs
 Talinko
 Techno-Diesel
 Technologies Boralife
 Tourisme d’Affaires Québec
 Transcol
 Transelec/Common
 Transurban Group
 Tremcar
 Trimoz Technologies
 Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
 Université du Québec à Rimouski
 Usinage Déric
 Vertige Ferme Urbaine

Ils sont membres depuis plus de 30 ans

A. Lassonde inc.
Association canadienne des carburants
(Carburants canadiens)
Association des Transporteurs de Lait du
Québec
Axial Fabrication inc.
Bertrand Mathieu Ltée
Boa-Franc S.E.N.C.
Bombardier Aéronautique
C.R. Gagnon inc.
Caisse Centrale Desjardins
Centre Patronal de Santé et Sécurité du Travail
du Québec
CIOT inc.
CML Printing Plates inc.
Cogeco inc.
Collège Letendre
Comairco Ltée
Construction Kiewit Cie
Croix Bleue / Canassurance
Duret & Landry inc.
Énergie Valero inc.
Fasken Martineau DuMoulin Avocats
Fédération des Caisses Desjardins du Québec
Fédération des Cégeps
G. Van Kam Trading Company Ltd.
Groupe CGI inc.
Groupe Desgagnés inc.
Groupe ERP Produits Professionnels
Guay Beauté / Beauty inc.
Investissement Québec
Kleton Manufacturing inc.
L.H. Plante & Fils inc.
L. Villeneuve & Cie (1973) Ltée
Labcan (1989) Ltée
Lavery Avocats / Lawyers
Le Centre du Pneu Radial La Prairie inc.
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.
Les Entreprises Nicole Poisson inc. (Le Papetier)
Les Membranes Hydrotech Corp.
Les Métaux Feral inc.
Les Scies B.G.R. inc.
Les Équipements Hydrauliques Uniflex inc.
Les Étalages Archex Ltée
Lignes Québec inc.
Létourneau et Gobeil, arpenteurs-géomètres,
s.e.n.c.
Manutention Rive-Sud inc.
Mario Maciocia & Fils Ltée
McCann Equipment Ltd.
Montréal Chop Suey Co.
MRA
Mécanique Gépro inc.
Norda Stelo
Norton Rose Fulbright
Novatech Canada inc.
Omni Ventilation inc.
P. et F. Électrique inc.
Petra Ltée
Pfizer Canada inc.
Place Sélect-Tronique inc.
Raymond Chabot Grant Thornton
Récupération Florence inc.
S. Boudrias inc.
Sani-Marc inc.
Serrurier Rive-Sud / Serrurier Normand
(2004) inc.
Service Instukem Ltée
Sistemalux inc.
Société du Palais des congrès de Montréal
Stantec, Experts-conseils Ltée
Takeda Canada inc.
Tannerie des Ruisseaux inc.
Transco Food Trading inc.
Transport Guy Morin inc.
Vicroc inc.
Vidéotron s.e.n.c.
Weining Holz-Her Canada inc.

Ils sont membres depuis plus de 40 ans

Association Canadienne des Compagnies
d'Assurances de Personnes inc.

Association des banquiers canadiens / Direction
du Québec

Association Minière du Québec inc.

Cascades Canada ULC

Chantiers de Chibougamau Ltée

Le Conseil québécois du commerce de détail

Les Entreprises Marsolais inc.

Marcel Baril Ltée

Marcel Lauzon inc.

Metro inc.

New Milano Italian Food Products Co. Ltd

Raymond Chabot Grant Thornton -
Administration

Rolf C. Hagen inc.

Sollio Groupe Coopératif

Transcontinental inc.

Énergir, s.e.c.

17

Ils sont membres depuis plus de 50 ans

Banque Nationale du Canada

Bell Canada

Bibby-Ste-Croix

BMO Groupe Financier

Bombardier inc.

Bourse de Montréal inc.

Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Deloitte

EY

Financière Banque Nationale

Financière Manuvie

G3 Canada Limited

GlaxoSmithKline

Glencore

Great-West Life Assurance Company

K+S Windsor Salt Ltd. / K+S Sel Windsor Ltée.

La Chaussure Brown's Shoe Shops inc.

Lallemand inc.

Power Corporation du Canada

Produits Forestiers Résolu

Produits Shell Canada Limitée

RBC Banque Royale

SNC-Lavalin

TELUS

LA FCCQ ENGAGÉE

LA FCCQ ASSURE UN RÔLE DE PORTE-PAROLE DE LA COMMUNAUTÉ D’AFFAIRES AU QUÉBEC, AU CANADA MAIS ÉGALEMENT À L’INTERNATIONAL. AFIN D’Y PARVENIR, ELLE A LE PRIVILÈGE DE SIÉGER CHAQUE ANNÉE À PLUSIEURS COMITÉS ET CONSEILS D’ADMINISTRATION.

18

Présence à des comités et conseils d’administration

■ Membre de conseils d’administration :

- Association of Chamber of Commerce Executives (ACCE)
- Association des cadres des chambres de commerce au Canada (ACCCC)
- Chambre de commerce du Canada (CCC)
- Commission des normes, de l’équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST)
- Comité consultatif du travail et de la main-d’œuvre (CCTM)
- Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT)
- Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP)
- Régime d’assurance collective des chambres de commerce du Canada

■ Interventions en tant que membre :

- Divers comités techniques et réglementaires, CNESST
- Sous-comités du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, ministère du Travail
 - Comité de vigie
 - Comité sur le télétravail
 - Comité sur l'arbitrage de grief
 - Comité sur le bureau d'évaluation médicale
 - Comité sur le tribunal administratif du travail
 - Comité sur les normes internationales du travail
- Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)
- Groupes de travail de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
- Comité consultatif sur la conformité fiscale, Revenu Québec
- Comité consultatif sur l'offre de services électroniques aux entreprises, Revenu Québec
- Comité consultatif sur la Révision de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé
- Comité consultatif sur le transport aérien régional
- Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif
- Comité consultatif sur l'équité salariale (CNESST)
- Comité national de la stratégie gouvernementale PerforME
- Table des parties prenantes de Transition énergétique Québec (TEQ)
- Groupe-conseil en économie numérique
- Table des partenaires sur l'aluminium et l'acier
- G15+
- Comité consultatif - Personnes Immigrantes
- Business Liaison Group (BLG) - Commissaire employeur de l'assurance-emploi
- Table nationale de concertation sur l'emploi saisonnier
- Table d'expertise en retraite – Retraite Québec
- Comité consultatif - Projet pilote d'allègement réglementaire pour les dépanneurs, ministère de l'Économie et de l'Innovation
- Comité consultatif régional des fournisseurs du Bureau des petites et moyennes entreprises du Canada – Région du Québec

ACTIVITÉS PUBLIQUES

Active sur la scène publique

Active sur la scène publique, la FCCQ assure sa présence sur plusieurs congrès et tribunes politiques. Ces événements lui permettent de conserver son rayonnement sur la scène politique québécoise et canadienne et lui garantissent une approche au plus près des réalités de terrain.

Participation à des tribunes publiques et rencontres politiques

Date	Événement
01-09-2020	Rencontre chantier avenir immobilier et collectivités
02-09-2020	Entrevue à titre d'informateur clé - Évaluation du PTET
04-09-2020	Rencontre avec Christian Dubé – Système d'alerte sanitaire en vue de la 2 ^e vague
09-09-2020	Rencontre des membres de la Table des parties prenantes – Transition énergétique du Québec
10-09-2020	Atelier de réflexion sur le régime d'assurance-emploi
11-09-2020	Rencontre avec l'Office sur le traitement des plaintes
11-09-2020	Rencontre avec Marie-Ève Proulx, ministre déléguée au Développement économique régional
15-09-2020	Consultations particulières sur le projet de loi 51
24-09-2020	Petit-déjeuner virtuel de la franchise - Fasken
25-09-2020	Groupe d'intervention sur la relance des services aériens régionaux
05-10-2020	Conférence de presse – congrès des commerces de proximité propulsé par SADC
16-10-2020	Forum sur la requalification de la main-d'œuvre
19-10-2020	Conférence C2Montréal avec Mélanie Joly
20-10-2020	Consultations particulières sur le projet de loi 66
26-10-2020	Congrès de la CCC
28-10-2020	Rencontre projet de loi 72 et plan d'action en allègement réglementaire
29-10-2020	Consultations particulières sur le projet de loi 68
30-10-2020	Conférence C2 Montréal : L'approche intégrée du Québec pour une économie verte
09-09-2020	Conférence Port de Montréal
10-10-2020	Consultations particulières sur le projet de loi 72
12-11-2020	Table ronde des partenaires pour appuyer les femmes entrepreneurs
16-11-2020	Dévoilement du Plan d'économie verte
16-11-2020	Soirée EnviroLys
17-11-2020	Webinaire sur les lacunes en matière de compétences futures
23-11-2020	Rencontre Dominique Anglade
23-11-2020	Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif
25-11-2020	Panel Building Resilient Healthcare Systems in a Post-Crisis Era
01-12-2020	Consultations avec le Lieutenant du Québec l'honorable Pablo Rodriguez et la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des finances l'honorable Mona Fortier

12-01-2021	Événement soulignant la remise de la canne au pommé d'or 2021 et le début de l'année portuaire
20-01-2021	Consultations particulières sur le projet de loi 59
25-01-2021	Conférence C2 Montréal : Tournage panel ville créative
26-01-2021	Webinaire sur les carrières alternatives pour les pharmaciens : exemples, expériences et perspectives
26-01-2021	Présentation Conseil des Arts et des lettres du Québec (CALQ)
29-01-2021	Rencontres prébudgétaires avec la ministre des finances du Canada, l'Honorable Chrystia Freeland
05-02-2021	Consultations prébudgétaires avec le ministre des finances du Québec
08-02-2021	Panéliste pour Grand panel sur les collectivités prospères, inclusives et résilientes (G15)
08-02-2021	Congrès SADC - PANEL Noyau Villageois du futur
09-02-2021	Atelier Féminisation du Leadership
11-02-2021	Table ronde APNQL sur le milieu des affaires et de l'économie
17-02-2021	Sommet économique Canada 360
17-02-2021	Rencontre Coalition CAE/FCCQ
23-02-2021	Rencontre Dominique Anglade, André Fortin et Monsef Derraji sur le PL59 et les consultations prébudgétaires
26-02-2021	Visite Centre de vaccination
26-02-2021	Panel développement économique Canada avec Mélanie Joly et Monique Leroux
02-03-2021	Rencontre Eric Caire sur le projet de loi 64
09-03-2021	Conférence avec le Consul général de Chine
10-03-2021	Panéliste Institut Fasken : pleins feux sur les changements anticipés à la LSST
11-03-2021	Rencontre Gabriel St-Marie – Bloc Québécois
17-02-2021	Consultations particulières sur le projet de loi C14
26-03-2021	Rencontre avec l'honorable Filomena Tassi, ministre du travail
01-04-2021	Rencontre avec la ministre Lucie Lecours
13-04-2021	Conférence de presse sur la situation au Port de Montréal
21-04-2021	Comparution – Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration
28-04-2021	Consultations avec le Lieutenant du Québec l'honorable Pablo Rodriguez et la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des finances l'honorable Mona Fortier suite au budget 2021
10-05-2021	Comité national d'orientation du Réseau Accès entreprise Québec
21-05-2021	MAPAQ : 2 ^e RENCONTRE ANNUELLE DES PARTENAIRES DE LA POLITIQUE BIOALIMENTAIRE 2018-2025
21-05-2021	Rencontre ministre Lucie Lecours sur l'achat québécois
17-06-2021	Consultations sur les services de garde éducatifs à l'enfance
21-06-2021	Conférence de presse Achat local
23-06-2021	Rencontre Eric Caire sur le projet de loi 64
06-08-2021	Conférence de presse programme de stages pratiques pour étudiants
09-08-2021	Annonce programme d'achat local
24-08-2021	La REF 2021 - Rencontre des entrepreneurs de France
	Comité consultatif Hydro-Québec
	Table ronde affaires/éducation et enseignement supérieur
	Comité avisé – Empreinte des inégalités

AFFAIRES PUBLIQUES ET ÉCONOMIQUES

1. COVID-19 et relance économique

► Mesures d'aides pour la relance (Aides à Québec et Fédéral) Tourisme, Aérien, etc.

L'année 2020-2021 a été principalement marquée par la pandémie mondiale de la COVID-19 et ses nombreuses répercussions sur le plan de la santé publique, mais également économique. Le Québec n'y a pas échappé et plusieurs secteurs déterminants de notre économie ont malheureusement subi les conséquences de ce ralentissement économique important.

Durant la crise de la COVID-19, la FCCQ a fait le relais entre les attentes des entreprises et les décisions gouvernementales, autant à Québec qu'à Ottawa. Elle a été en contact régulier avec les cabinets ministériels et les fonctionnaires des ministères à vocation économique, ou liés aux décisions de la santé publique. Elle a réitéré l'importance d'accompagner les entreprises par des mesures d'urgence leur permettant de détenir les liquidités nécessaires pour assumer les coûts fixes, afin de permettre à un maximum d'entre elles de passer au travers de la crise, et de rebondir rapidement dès la reprise. De plus, la FCCQ a fait pression pour que l'aide offerte n'alourdisse pas davantage l'endettement des entreprises.

Au Québec, que ce soit le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) contenant l'Aide aux Entreprises en Régions en Alerte Maximale (AERAM), le programme d'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) ou la baisse d'impôt prévue pour les petites et moyennes entreprises, la FCCQ a été au cœur des discussions concernant ces mesures pour les entrepreneurs québécois. L'AERAM, en particulier, s'est avérée très utile, puisqu'elle permettait d'obtenir un pardon de prêt pouvant atteindre 80 %, ou un maximum de 15 000 \$, pour couvrir certains frais fixes, tels que les taxes municipales et scolaires, le loyer, les factures d'électricité et de gaz, les assurances, les frais de télécommunication, les permis et les frais d'association.

Du côté fédéral, il en a été de même avec le Fonds d'aide et de relance régionale (FARR), la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) ou encore, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) alors que la FCCQ avait réclamé une hausse substantielle de la rémunération admissible versée aux employeurs qui a finalement atteint 75 %. Elle a plaidé également à plusieurs reprises pour un maintien de la mesure pour les entreprises qui devaient subir des pertes financières anormales pour une période de l'année. Au budget fédéral 2021, le gouvernement a annoncé un prolongement jusqu'en septembre 2021.

Pour la prochaine année, la FCCQ veillera à ce que les secteurs qui mettront le plus de temps à se remettre sur pied puissent le faire avec l'aide nécessaire des gouvernements pour rebondir dès que possible. Plus précisément, ce sera le cas pour les entreprises du secteur touristique, les transporteurs aériens, les entreprises liées à l'aérospatial ainsi que les restaurateurs et tenanciers de bars.

► Mesures de déconfinement et contrat moral pour les restaurateurs

Durant l'année 2020-2021, la FCCQ a fait une série de propositions pour favoriser la réouverture au sein des régions dans le respect des règles de la santé publique, et pour assurer une prévisibilité pour les entreprises dans le calendrier qui serait présenté. Ces demandes ont été bien accueillies par le gouvernement du Québec.

En novembre 2020, à la suite d'une sortie du Premier ministre du Québec proposant un contrat moral avec les Québécois, la FCCQ a réclamé à son tour un contrat moral avec les restaurateurs.



L'objectif premier était de sensibiliser le gouvernement aux réalités connues par les restaurateurs en demandant l'ouverture de leur salle à manger dans le respect des conditions sanitaires durant la période des fêtes. Rappelons que le gouvernement avait autorisé de petits rassemblements familiaux dans les maisons privées. Cette sortie a généré plusieurs retombées médiatiques mettant en lumière les propositions de la FCCQ, et a permis d'amener cette possibilité dans le débat public. Malheureusement, une recrudescence du nombre de cas en décembre 2020 a anéanti toute possibilité d'aller de l'avant, et les rassemblements familiaux privés ont été limités à un nombre très restreint.

Communiqué de presse :

➔ [Prolongement des mesures sanitaires : La FCCQ propose au gouvernement un contrat moral avec les restaurateurs](#)

► PL 66 concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure

En octobre 2020, la FCCQ a témoigné en commission parlementaire en appui aux objectifs du projet de loi 66 concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure. En plus de saluer le

caractère essentiel du texte législatif pour stimuler la relance économique, la FCCQ a également eu l'occasion de proposer des bonifications pour ne pas se limiter aux projets d'infrastructure. Parmi les 181 projets d'infrastructures visés, plusieurs d'entre eux sont structurants pour la société québécoise, notamment en matière de transport en commun, et permettront une relance économique forte et rapide pour nos entreprises.

En plus du mémoire qu'elle a déposé contenant une série de recommandations, elle a réitéré sa demande visant à modifier les critères d'octroi des contrats publics au gouvernement du Québec, afin de ne plus privilégier le plus bas soumissionnaire conforme.

« Le gouvernement devrait présenter le plus rapidement possible les projets de règlement ou des modifications nécessaires au Secrétariat du Conseil du trésor afin que l'octroi des contrats publics mise désormais sur des critères de valeur, tels que la qualité, l'innovation, l'expertise et la durabilité, plutôt que principalement sur celui du plus bas soumissionnaire conforme. Ce dernier critère devrait être un critère, mais pas celui qui détermine l'octroi des contrats publics au Québec. » Charles Milliard, 20 octobre 2020.

Communiqué de presse :

[➤ Consultations particulières sur le projet de loi n° 66 : La FCCQ souligne la nécessité d'accélérer les projets d'infrastructure et réitère l'importance d'autres éléments pour stimuler la relance économique](#)

► PL 72 – Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique

Le 21 octobre, le gouvernement a présenté le projet de loi 72 comportant des mesures en matière de sécurité publique et des dispositions permettant aux restaurants de vendre leur alcool via des services de livraison. Il s'agissait d'une demande formulée à plusieurs reprises par la FCCQ depuis le début de la pandémie de COVID-19, notamment exprimée lors des consultations sur les projets loi 61 (juin 2020) et 66 (septembre 2020) portant tous deux sur la relance économique en lien avec cette crise.

Le 10 novembre, la FCCQ a participé aux consultations sur le projet de loi 72 et a déposé un mémoire appuyant les mesures prévues pour soutenir les restaurateurs déjà fortement impactés par la crise sanitaire. Également, celui-ci mettait de l'avant une série de propositions visant à bonifier ce projet de loi. Parmi ces propositions, la FCCQ proposa d'ajouter des dispositions dans le but de protéger les locataires commerciaux contre l'éviction et la saisie de biens en période d'état d'urgence sanitaire, d'accélérer l'entrée en vigueur des dispositions de la Loi 170 permettant de moderniser et simplifier la réglementation concernant la vente des boissons alcooliques et l'obtention des permis, de procéder à un changement d'indexation du prix minimum sur la bière en fonction de l'inflation alimentaire et de permettre à des restaurants de vendre, pour consommation sur place, des boissons infusées au cannabis en vue de leur réouverture post-COVID.

Le projet de loi 72 a été adopté le 11 décembre, accordant aux restaurateurs le droit de livrer de l'alcool par l'entremise de services de livraison. Le 17 février, le gouvernement a également publié trois projets de règlements de mise en application de certaines dispositions de la Loi 170, ce qui répond à l'une des propositions contenues dans le mémoire de la FCCQ sur le projet de loi 72. Cependant, les autres propositions n'ont pas été retenues pour le moment.

Communiqué de presse :

[➤ Consultations particulières sur le Projet de loi 72 : Secourir l'industrie de la restauration passe par une modernisation rapide de la réglementation en matière d'alcool](#)

2. Main-d'œuvre, formation et immigration

► PL 59 – Réforme du régime de SST

Depuis de nombreuses années, la FCCQ est activement impliquée dans les différents comités visant la présente réforme, puisqu'elle est consciente que les modifications en matière de santé et de sécurité du travail ont un impact majeur pour l'ensemble des entreprises au Québec. Conséquemment, elle a siégé sur les différents comités ayant été tenu depuis 2015 sous l'égide du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et ayant guidé le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans l'élaboration du projet de loi 59. La FCCQ supporte les intentions du ministre et salue son courage d'avoir déposé le Projet de loi le 27 octobre 2020.

Notre régime de santé et sécurité du travail n'est plus adapté à la réalité de 2021. Il est lourd à administrer, difficile à mettre en application dans les milieux de travail et peu de mécanismes favorisent un retour au travail rapide et durable à la suite d'une lésion professionnelle. De plus, il a été dénaturé de ses objectifs initiaux à plusieurs égards au fil des ans.

C'est donc dans ce contexte que la FCCQ a préparé et déposé un mémoire de plus de 80 pages comportant 40 recommandations, différents commentaires et mises en garde quant à l'application du Projet de loi 59, puisque, celui-ci aura un impact important sur l'ensemble des milieux de travail québécois.

Plusieurs des recommandations proposées par le mémoire de la FCCQ ont été retenues, parfois intégralement, parfois partiellement, et ont souvent influencé positivement les échanges parlementaires en vue de défendre les intérêts patronaux. Pensons à l'obtention d'un formulaire d'assignation temporaire unique, au retour au statu quo en matière d'imputation, ou encore au retour au premier plan du rôle de l'employeur dans la détermination d'un emploi convenable en matière de réadaptation.

Depuis le dépôt du mémoire, la FCCQ suit en temps réel les échanges en commission parlementaire portant sur l'étude détaillée article par article. Les échanges ont débuté en mars 2021, et les travaux parlementaires ont repris en août 2021. L'ensemble du volet prévention reste encore à couvrir. La FCCQ continuera d'exercer son rôle de vigie à ce moment, fidèle à son habitude.

Communiqué de presse :

➔ [Projet de loi n° 59 : La modernisation du régime de santé et de sécurité du travail est essentielle et ne doit pas être un rendez-vous manqué](#)

► PL 68 – Régimes de retraite à prestations cibles

Le projet de loi 68 est venu concrétiser le travail de plusieurs années de la FCCQ quant à la mise en place d'un nouveau véhicule d'épargne retraite à la disposition des milieux de travail. Ce projet de loi découlait de travaux auxquels participait activement la FCCQ.

► PL 96 – Protection de la langue française

L'année 2021 a certainement été l'année de la protection ainsi que de la valorisation de la langue française en territoire québécois et également dans le reste du Canada. En plus de souligner l'importance de ces annonces par le biais de communiqués de presse, la FCCQ a au préalable effectué des rencontres avec les cabinets politiques concernés par ces annonces, autant à l'échelle québécoise que canadienne.

Durant le printemps 2021, le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, a présenté une nouvelle

réforme de la Loi 101. Le dépôt du projet de loi sur la langue officielle et commune du Québec (projet de Loi 96) a été applaudi par la FCCQ, notamment pour les efforts qui ont été mis de l'avant afin de raffermir la présence du français au Québec ainsi que dans nos milieux de travail.

Suivant l'annonce de cette réforme historique, la FCCQ a profité de l'occasion pour effectuer un coup de sonde auprès de ses membres sur l'impact des changements. Les résultats ont démontré que 70 % des répondants étaient favorables au projet de loi 96, mais que certains éléments demeurent flous et soulèvent des inquiétudes particulières pour le milieu des affaires. La FCCQ s'est engagée à surveiller de près les prochaines annonces et à participer aux consultations sur le projet de loi pour défendre les intérêts des entrepreneurs du Québec.

Présenté en février 2021, le Livre blanc — *Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada* a été applaudi par la FCCQ. À la suite de cette publication, le gouvernement a nommé un comité d'experts afin d'appuyer le gouvernement fédéral dans leur réflexion sur la modification de la Loi sur les langues officielles du Canada. Ce comité a tenu des rencontres avec divers acteurs importants du Canada, dont la FCCQ. Lors de cette rencontre portant sur la Loi sur les langues officielles du Canada, la FCCQ a souligné l'importance que les nouvelles mesures ne soient pas un fardeau administratif indu sur les employeurs.

« Le français est une richesse pour le Québec et nous a permis au cours des dernières années de nous démarquer, notamment par notre industrie culturelle florissante et notre industrie touristique. Le français comme langue des affaires nous permet quotidiennement de développer des échanges commerciaux importants avec la francophonie hors Québec, au Canada comme à l'international. Vouloir renforcer l'usage du français est donc un objectif louable et nécessaire, mais nous devons garder à l'esprit les nouvelles obligations que cela représentera pour nos entrepreneurs », a déclaré Charles Milliard, président-directeur général de la FCCQ.

26

Communiqué de presse :

[➔ Dépôt du projet de loi 96 : La FCCQ appuie les efforts visant à raffermir la présence du français au Québec, notamment dans nos milieux de travail](#)

► Table ronde entre le milieu des affaires et de l'éducation

C'est au courant de l'hiver 2021 que la FCCQ a mis sur pied la *Table ronde entre le milieu des affaires et de l'éducation* afin d'élaborer une vision économique du développement des compétences qui permettrait une meilleure adéquation entre les besoins actuels et futurs de la main-d'œuvre. Les défis étant nombreux pour permettre une telle concordance, cette nouvelle concertation regroupe des représentants patronaux, des acteurs provenant du secteur de l'éducation et des délégués du gouvernement du Québec.

Mandaté par le ministre de l'Éducation du Québec, les membres de cette Table ronde auront trois objectifs à atteindre pour permettre à la main-d'œuvre actuelle et future de réussir leurs parcours professionnels. Les membres de cette organisation ont la responsabilité de trouver des solutions efficaces et adaptées à la réalité économique de notre province et de nos régions.

Les membres de la *Table ronde entre le milieu des affaires et de l'éducation* se pencheront sur la recherche de solutions pour les trois mandats suivants :

- L'importance de la formation en entreprise ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie pour une main-d'œuvre en évolution;
- La durabilité des programmes de formation professionnelle et technique pour une amplification des compétences nécessaires chez les travailleurs;

• Une lutte au décrochage et un soutien à la persévérance scolaire pour renforcer notre économie. Par ailleurs, les membres de cette concertation ont publié leur [première lettre ouverte](#) en juin dernier afin de féliciter les nouveaux diplômés de cinquième secondaire et de les encourager à poursuivre leur éducation pour développer de nouvelles compétences qui leur seront utiles tout au long de leur carrière.

Lettre ouverte :

[➔ On ne vous le répétera jamais assez : bravo!](#)

► L'immigration pour pallier la rareté de main-d'œuvre

Au cours de l'année 2021, la FCCQ a demandé au gouvernement du Québec de procéder à une vaste consultation pour revoir notre système d'immigration ainsi que pour s'attaquer concrètement aux problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Sujet d'importance pour la FCCQ et ses membres, l'immigration représente une partie de la solution pour contrer la rareté de la main-d'œuvre au Québec qui continue de s'intensifier, plus particulièrement dans nos régions.

La diminution des seuils d'immigration et la prolongation des délais d'immigration constituent deux enjeux importants dénoncés publiquement par la FCCQ.



Plus particulièrement sur la question des seuils d'immigration, la FCCQ a rencontré le gouvernement du Québec à plusieurs reprises et a argumenté dans une [lettre ouverte](#) sur la capacité d'intégration basée sur une notion floue réalisée sans aucune analyse factuelle. Considérant que l'immigration est un sujet politisé, nous avons affirmé auprès des acteurs publics que notre capacité d'intégration devrait être déterminée de façon objective par des indicateurs socioéconomiques et qu'il est nécessaire de tenir des consultations publiques sur le sujet afin d'assurer non seulement un accès aux entreprises à la main-d'œuvre, mais également pour contribuer à la relance économique de nos régions.

« Les besoins de main-d'œuvre de nos entreprises sont réels et ont un impact majeur sur notre économie et la qualité de vie des Québécois. En parallèle, notre système d'immigration est complètement bloqué et les délais explosent. Il est totalement inacceptable de voir des infirmières

françaises se tourner vers l'Ontario parce que les délais sont trop longs au Québec. On a un problème de seuil d'immigration trop bas au Québec et des délais de traitement inadmissibles à Ottawa, pendant ce temps ce sont nos entrepreneurs qui en souffrent. Nos décideurs doivent entendre cette réalité, partout sur le territoire québécois, et s'attaquer une bonne fois pour toutes à ces enjeux », a déclaré Charles Milliard, président-directeur général de la FCCQ.

À cet effet, la FCCQ à l'intention de continuer sa surveillance sur cet enjeu et assurera des rencontres avec les représentants des deux paliers gouvernementaux.

Lettre ouverte :

[Main-d'œuvre et immigration : un plan de relance qui commence avec une prise](#)

► Modernisation de l'Assurance-emploi

Au cours de l'année 2021, la FCCQ a été la première organisation patronale du Québec à rencontrer l'honorable Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées. La FCCQ a profité de l'occasion pour soumettre ses recommandations en préparation d'une modernisation de l'assurance-emploi, également présentées au gouvernement dans le mémoire intitulé « accélérer la modernisation de l'assurance-emploi ».

Par ailleurs, la FCCQ s'est alliée aux autres représentants patronaux canadiens pour discuter et préparer des réponses au gouvernement fédéral sur les enjeux actuels et à venir de l'assurance-emploi. Notre participation à ce groupe appelé le Business Liaison Group (BLG) a permis de renforcer notre présence devant le gouvernement fédéral ainsi qu'auprès du reste du Canada.

3. Finances et développement économique

► Consultations prébudgétaires à Québec et Ottawa

Au cours de la dernière année, la FCCQ a produit son mémoire prébudgétaire annuel en vue des consultations particulières avec le ministre des Finances, M. Éric Girard et en lien avec l'élaboration du Budget du Québec 2021-2022. Face à un contexte de pandémie mondiale et d'incertitudes, la FCCQ a mis de l'avant des recommandations visant à permettre aux entreprises du Québec de passer au travers de la crise sanitaire.

Principalement, ces recommandations se sont surtout articulées autour de quatre grands thèmes :

- Les finances publiques;
- L'aide aux entreprises;
- Les défis de main-d'œuvre;
- Les conditions pour la relance économique.

Tout d'abord, la FCCQ a mis de l'avant l'importance de ne pas hausser l'imposition des entreprises dans un contexte où la plupart d'entre elles subissaient les contrecoups de la pandémie. La FCCQ a aussi recommandé le maintien de l'interventionnisme de l'État québécois en s'assurant de garder la dette du Québec sous contrôle et de ne pas compromettre les versements aux Fonds des générations. Sur le plan de l'aide aux entreprises, les principales demandes de la FCCQ visaient à rendre les programmes d'aide du gouvernement du Québec plus efficaces et accessibles, ainsi que de mettre en place de nouvelles mesures pour certains secteurs, notamment ceux de la

restauration, du tourisme, de l'événementiel et du transport aérien régional.

La pandémie a également intensifié les enjeux de main-d'œuvre auxquels les entreprises du Québec étaient déjà confrontées. La FCCQ a ainsi présenté dans son mémoire prébudgétaire un ensemble de propositions sur le sujet, telles que son projet intitulé *Chantier de compétences et l'instauration d'un régime volontaire d'épargne formation continue (RVEFC)*.

Par ailleurs, dans un contexte où les transactions de biens et services en ligne ont fortement augmenté, la FCCQ a recommandé au gouvernement du Québec de participer à la transformation numérique des entreprises québécoises, notamment en collaborant avec le gouvernement fédéral pour le déploiement des infrastructures numériques donnant accès à l'Internet haute vitesse sur l'ensemble du territoire.

La FCCQ a également proposé au gouvernement du Québec la mise en place de nouvelles mesures favorisant la transition numérique des entreprises déjà annoncées, complétée d'une offre d'accompagnement plus complète en matière de transformation numérique.

Au niveau fédéral, la FCCQ a produit un mémoire prébudgétaire en vue des consultations particulières avec la ministre des Finances et vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland. Ses recommandations portaient principalement sur la crise sanitaire et abordaient les thèmes des finances publiques, de l'aide à la main-d'œuvre, de l'aide aux entreprises et du développement régional. Durant ces consultations, la FCCQ a eu le privilège d'être la seule organisation porte-parole du milieu des affaires québécois à être invitée pour exprimer ses attentes.

En plus de saluer l'interventionnisme de l'État canadien, la FCCQ a recommandé au gouvernement de communiquer sur l'état des finances publiques canadiennes afin que la dette reste dans la moyenne des pays de l'OCDE.

Pour insister sur les enjeux grandissant dans le domaine de la main-d'œuvre, la FCCQ s'est positionnée en faveur d'une rationalisation et simplification des démarches relatives aux études d'impacts sur le marché du travail (EIMT) pour permettre aux entreprises de recourir davantage aux travailleurs étrangers temporaires. La FCCQ a aussi demandé au gouvernement de combler le déficit actuariel du compte de l'assurance-emploi, afin d'éviter un choc tarifaire aux entreprises canadiennes. Enfin, la FCCQ a recommandé au gouvernement fédéral d'augmenter substantiellement les sommes prévues aux ententes de développement du marché du travail pour que les provinces puissent financer les programmes de formation et de développement des compétences.

Au regard de la pandémie et de la reprise économique attendue, l'aide aux entreprises a été l'un des thèmes centraux du mémoire de la FCCQ. Dans cette perspective, la FCCQ a interpellé le gouvernement fédéral en lui proposant diverses solutions pour aider les entreprises québécoises et canadiennes à se relever de la crise sanitaire, telles qu'un meilleur accès à la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer, une bonification du fonds d'urgence pour la transformation, l'assouplissement du fardeau fiscal et bureaucratique, et un plan pour la relance du secteur de l'aéronautique.

Concernant le développement régional, la FCCQ a interpellé le gouvernement fédéral sur le financement et déploiement d'infrastructures pour assurer un meilleur accès à l'Internet haute vitesse partout sur le territoire québécois.

Également sur la mobilité durable, la FCCQ a demandé au gouvernement du Canada d'assurer des financements disponibles pour les sociétés de transport collectif, les transporteurs par autocars et ceux par transport nolisé afin qu'ils puissent couvrir leurs coûts d'opération et d'entretien. Enfin, un financement adéquat pour la réalisation de la première phase du projet de train à grande fréquence de VIA Rail, qui inclurait la portion Québec-Montréal du trajet, a également fait partie des demandes de la FCCQ.

Communiqués :

- [Consultations prébudgétaires du Québec: La FCCQ émet ses attentes et recommandations pour entrevoir une relance économique durable](#)
- [Consultations prébudgétaires au fédéral: La FCCQ plaide pour de l'aide accrue aux entreprises auprès de la ministre des Finances du Canada](#)

Mémoires :

- [Mémoire prébudgétaire Québec](#)
- [Mémoire prébudgétaire fédéral](#)

► Réactions aux budgets du Québec, du fédéral, et aux énoncés économiques

Au Québec, la FCCQ a réagi au « Point sur la situation économique et financière du Québec » présentée par le ministre des Finances, Éric Girard à l'automne dernier. Prenant acte des projections des déficits naturellement entraînés par la pandémie, la FCCQ avait réitéré le besoin de maintenir les sommes reliées au développement économique et d'instaurer une aide urgente pour le secteur touristique.

Concernant le budget du Québec 2021-2022, la FCCQ s'est montrée favorable à la réduction d'impôts pour les entreprises et au report de l'équilibre budgétaire dans la mesure où ces décisions ont permis d'éviter aux entreprises québécoises un choc tarifaire qui aurait nui à leur reprise.

L'aide aux entreprises a été accueillie favorablement nécessitant toutefois une simplification d'obtention. Également, la FCCQ a jugé les sommes consacrées aux enjeux reliés à la main-d'œuvre minimales au regard de l'opportunité manquée par le gouvernement d'accroître les mesures d'aide à la formation en emploi.

Sur la scène fédérale, la FCCQ a accueilli favorablement l'énoncé économique présenté par la ministre des Finances, Chrystia Freeland. Cependant, elle s'est montrée favorable à une aide aux entreprises plus directe et plus accessible, notamment au niveau de la subvention salariale, du secteur de l'aviation et des grands transporteurs, et du secteur touristique.

La FCCQ a conseillé la mise en place de cibles et d'indicateurs en lien avec les finances publiques pour en assurer un meilleur contrôle. Présenté en avril dernier, le budget du Canada a été bien reçu par la FCCQ malgré quelques déceptions. En effet, la FCCQ a applaudi certaines mesures phares de ce budget, telles que la prolongation des principaux programmes d'aides aux entreprises, les enveloppes destinées aux secteurs fragiles, l'annonce d'incitatifs pour le retour au travail et l'établissement d'un système pancanadien de garderies. Toutefois, elle a estimé les sommes insuffisantes pour le projet de train à grande fréquence entre Québec et Toronto et a relevé l'absence d'un plan pour combler le déficit actuariel du régime d'assurance-emploi.

Communiqués :

- [À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : La FCCQ salue le pragmatisme du budget Girard](#)
- [Énoncé économique fédéral: De l'aide importante pour les entreprises, mais d'autres gestes à poser pour aider des secteurs-clés](#)
- [Un budget centré sur la relance socioéconomique du Canada qui comporte certains angles morts](#)

► Projet de loi 78 réformant le Registre des entreprises

La FCCQ a transmis une lettre de commentaires au gouvernement et aux députés afin de formuler plusieurs recommandations pour atteindre l'objectif d'amélioration de la transparence sans alourdir le fardeau réglementaire et administratif de l'ensemble des PME. Celui-ci débute par la réalisation d'une étude approfondie sur les impacts de la pandémie de COVID-19 sur la santé entrepreneuriale du Québec.

La FCCQ a recommandé que soit modifié le projet de loi n° 78 afin de se conformer à l'objectif du gouvernement d'allègement réglementaire et administratif en exemptant les "émetteurs assujettis", soit essentiellement des sociétés cotées en bourse, de la nouvelle obligation de divulgation des "bénéficiaires ultimes".

La FCCQ a aussi demandé de préciser aussitôt que possible au cours de l'étude détaillée les dispositions réglementaires prévues dans le projet de loi n° 78, que ce soit en les inscrivant directement dans les articles du projet de loi ou en rendant public le contenu de tout projet de règlement qui permettrait d'atteindre cet objectif.

Enfin, la FCCQ a recommandé sa modification afin d'en retirer la divulgation publique de la date de naissance des personnes visées ainsi que les détails des fiducies familiales dans le respect du droit à la vie privée des personnes concernées pour protéger leurs renseignements personnels et favoriser le transfert familial d'entreprises.

Le projet de loi 78 a été adopté après avoir été amendé pour inclure plusieurs des recommandations formulées par la FCCQ.

4. Innovation et intensité technologiques

► PL-64 en matière de protection des renseignements personnels

Le 22 septembre, la FCCQ a participé aux consultations sur le projet de loi 64 et a présenté un mémoire contenant plusieurs recommandations pour limiter les conséquences négatives sur la compétitivité des entreprises faisant affaire au Québec. La FCCQ a notamment insisté sur l'importance d'harmoniser les législations nord-américaines en matière de protection des données et d'éviter les entraves indues au travail de recherche et d'innovation des entreprises œuvrant en santé, en sciences de la vie et en intelligence artificielle. Plus de cohérence permettrait également d'accompagner les entreprises québécoises à se conformer à cette législation, spécifiquement les PME et les startups ne disposant pas des ressources légales et financières suffisantes.



Durant l'étude détaillée du projet de loi, la FCCQ a multiplié les démarches pour que les intérêts du milieu économique québécois soient pris en compte dans son libellé. Dans cette perspective, elle a le ministre délégué à la Transformation numérique et a co-signé des lettres avec plusieurs autres partenaires du milieu des affaires pour demander que les amendements soient présentés à l'avance afin de permettre aux parties prenantes de les analyser en amont et de ne pas conclure l'étude détaillée précipitamment en fin de session parlementaire.

Par ailleurs, la FCCQ a publié une étude de PwC Canada, réalisée conjointement avec l'ACCAP, qui indique que les entreprises québécoises ne sont pas prêtes à faire face aux impacts du projet de loi 64. Cette étude était notamment basée sur un sondage réalisé auprès des membres de la FCCQ.

Finalement, le gouvernement aura apporté plusieurs amendements à son projet de loi, notamment afin d'en assouplir les dispositions sur les transferts de données transfrontaliers et de rehausser l'expertise technologique de la CAI. L'étude détaillée a été ajournée à la fin de la session parlementaire du printemps après l'adoption de l'article 123 (sur un total de 165) et reprendra à l'automne.

Communiqués :

- [Consultations particulières sur le projet de loi n° 64 : Un projet de loi nécessaire dont l'équilibre reste à parfaire pour soutenir les entrepreneurs](#)
- [Sondage FCCQ/ACCAP sur le projet de loi 64 : Les entreprises québécoises ne sont pas prêtes à faire face aux impacts du projet de loi sur les données personnelles](#)

► **Mémoire SQRI**

Le 14 mai, la FCCQ a présenté un mémoire dans le cadre de la consultation menée par le MEI sur la prochaine Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI). La FCCQ a demandé au gouvernement d'arrimer sa prochaine SQRI à la multitude d'autres stratégies et plans d'action économiques déjà présentés pour que les entrepreneurs et l'économie du Québec y trouvent pleinement leur compte.

Les recommandations formulées dans le mémoire incluent une meilleure diffusion de l'offre de services gouvernementale liée à la SQRI, notamment via le réseau des chambres de commerce, l'intégration dans la SQRI des mesures pertinentes du Plan d'action gouvernemental en matière

d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025 et la réduction des délais de traitement des dossiers, notamment les remboursements de crédits d'impôt.

La FCCQ a insisté sur la commercialisation de l'innovation et a proposé plusieurs mesures en ce sens, que ce soit en ajoutant des mesures fiscales complémentaires et bonifiées, en favorisant la protection de la propriété intellectuelle et en mettant en place un « bac à sable » réglementaire ainsi que des zones d'innovation, le tout en symbiose avec le Plan d'action pour la relance des exportations et le maintien des crédits d'impôt dont bénéficient nos entrepreneurs innovants.

Toujours dans ce mémoire sur la SQRI 2022, la FCCQ a proposé une hausse du nombre de travailleurs qualifiés autorisés à immigrer au Québec et une bonification des programmes pilotes existants pour couvrir l'ensemble des besoins des entreprises innovantes afin de répondre à l'enjeu de la pénurie de main-d'œuvre.

De plus, la FCCQ a recommandé d'inscrire dans la prochaine SQRI une orientation claire en faveur de l'utilisation responsable des données à des fins de recherche et d'innovation.

Enfin, la FCCQ a réitéré l'importance de rendre les appels d'offres publics plus intelligents en misant notamment sur des critères d'innovation dans le but de stimuler et de récompenser nos entreprises à la fine pointe de la technologie.

Communiqué :

➔ [SQRI 2022 : La prochaine Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation devra relever le défi de la cohérence](#)

► **Matinée Scale Ai – Juin 2021**

Le 17 juin, la FCCQ a organisé la *Rencontre au sommet « IA en action » - L'intelligence artificielle en pratique!*, en collaboration avec Scale AI. Les panélistes et conférenciers ont abordé plusieurs aspects concrets de l'intelligence artificielle comme moteur d'augmentation de la productivité d'une entreprise et de diversification de ses marchés.

À titre d'exemple, les panélistes du secteur manufacturier ont souligné que l'IA permet de prévenir les problèmes mécaniques sur la chaîne de production en les détectant avant qu'ils ne surviennent et réduit considérablement l'impact environnemental de l'entreprise en optimisant les procédés et la logistique.

En agroalimentaire, les panélistes ont démontré le rôle que peut jouer l'IA pour optimiser les serres, que ce soit en matière de contrôle de la lumière ou du climat, et ont insisté sur les deux grands rôles que peut jouer l'IA dans ce domaine : d'un côté, l'automatisation de tâches simples et répétitives, et de l'autre côté, la gestion de tâches complexes plus rapidement qu'un humain.

Enfin dans les domaines de la santé et de la cybersécurité, les panélistes ont traité des enjeux liés à l'accès aux données et à la mobilité de la donnée, notamment dans le contexte de l'étude du projet de loi 64 sur la protection des données personnelles, et ont affirmé que l'IA permet d'optimiser la sécurité informatique de l'entreprise, par exemple en détectant des failles potentielles que l'humain n'a pas encore découvertes.

L'activité s'est terminée par un dîner-causerie durant lequel notre conférencier invité a plaidé pour la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies particulièrement dans les régions plus éloignées des centres urbains du Québec.

► Étude Deloitte – E&B Data : Repenser nos chaînes industrielles pour une économie forte et résiliente

Dans le cadre de la 5^e édition de la Journée économique de la FCCQ, Deloitte et la firme E&B Data ont rendu publique une étude détaillée de grande envergure pour repenser les chaînes industrielles du Québec et assurer une économie plus forte et résiliente.

Cette étude dresse plusieurs points clés concernant les filières industrielles d'avenir sur lesquelles devra s'appuyer la relance économique du Québec. L'étude « *Repenser nos chaînes industrielles pour une économie forte et résiliente* » propose d'alimenter la préparation de stratégies de relance des grandes filières industrielles dont les activités sont répandues sur l'ensemble des régions du Québec. Également, elle met en exergue les secteurs industriels québécois offrant des occasions favorables ou menacées.

Dix filières industrielles porteuses sont identifiées : chimique, énergétique, électronique, métallique et aluminium, biomédical, machinerie et instrumentation, matériel de transport, construction, agroalimentaire et textile technique. À travers ces dix filières, l'étude fait apparaître 120 gisements d'opportunités pour lesquels le Québec dispose déjà en grande partie du savoir-faire et d'avantages comparatifs pour leur réalisation. L'étude identifie également 7 scénarios de reconfiguration des chaînes industrielles qui permettraient à l'économie du Québec d'être plus performante et moins vulnérable, que ce soit par le rapatriement d'une production étrangère vers le Québec, l'attraction d'investissements directs étrangers ou l'augmentation de la production locale.

L'étude présente aussi une nouvelle source de données statistiques pour suivre le dynamisme des chaînes industrielles. Cet indice de résilience propose de suivre en continu l'état de santé des 10 filières d'avenir identifiées en amont. Pour ce faire, cette nouvelle donnée statistique prend en considération la vigueur des exportations et les nouveaux investissements, et permet de comparer l'évolution et le dynamisme des filières pour les mois qui viennent de s'écouler.

Enfin, plus de 80 recommandations transversales et sectorielles sont identifiées à destination des gouvernements, des entreprises et plus globalement de l'écosystème d'affaires québécois.

Communiqué :

➔ [Étude Deloitte – E&B Data: Repenser nos chaînes industrielles pour une économie forte et résiliente](#)

5. Finances et développement économique

► Plan pour une économie verte (PEV)

En novembre 2020, après plus de deux ans à participer à différentes consultations entourant la mise à jour du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques financé par le Fonds vert, le gouvernement a dévoilé le Plan pour une économie verte (PEV) 2030 financé par le Fonds d'électrification et de changements climatiques (anciennement le Fonds vert).

Le gouvernement a dévoilé par le fait même le Plan de mise en œuvre 2021-2026 contenant les programmes visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

La FCCQ a accueilli favorablement les grandes orientations présentes dans le PEV 2030 ainsi que celles inscrites dans le Plan de mise en œuvre 2021-2026. Elle a affirmé que les mesures totalisant 6,7 G\$ sur cinq ans sont ambitieuses, mais devront être accessibles de manière efficace afin que les entreprises puissent effectuer des modifications dans leurs opérations et atteindre les cibles fixées.

Pour y parvenir, la FCCQ a également mentionné que les mesures du PEV et du PMO devront s'inspirer de la flexibilité et de l'agilité retrouvées dans les programmes passés de Transition énergétique Québec, qui étaient appréciées des entreprises.

La FCCQ a également plaidé pour que les enveloppes dédiées à la mobilité durable viennent notamment contribuer au maintien des actifs et répondent à des besoins de développement. Elle a rappelé l'importance de favoriser l'intermodalité des modes de transport, en particulier pour le transport des marchandises, par l'entremise du *Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire*. Elle a d'ailleurs souligné la poursuite du programme *Écocamionnage*, tout en rappelant que des progressions intéressantes en matière d'électrification et d'hydrogène avaient été observées dans les dernières années, chez des entreprises d'ici.

En matière d'efficacité écoénergétique des bâtiments, la FCCQ a constaté des sommes importantes pour atteindre cet objectif. En effet, 212 M\$ seront dédiés pour soutenir la production et la distribution de gaz naturel renouvelable et encourager une utilisation accrue.

Elle a mentionné que l'élargissement des critères d'accès aux programmes gouvernementaux *ÉcoPerformance*, *Biomasse forestière résiduelle* et *Technoclimat* devrait permettre d'améliorer l'empreinte écoénergétique des bâtiments. Les mesures devront contribuer substantiellement aux meilleures pratiques de productivité énergétique et d'économie circulaire, notamment pour le secteur industriel québécois.

La FCCQ a également rappelé ses attentes en ce qui a trait à la gestion des programmes. Pour éviter de revoir les nombreuses lacunes passées de la gestion du Fonds vert, la reddition de compte sera fort importante.

Pour que ces mesures atteignent les cibles environnementales et permettent de créer plus de 15 500 emplois tout en générant 2,2 G\$ au PIB du Québec, la FCCQ a dit souhaiter que le Commissaire au développement durable dispose des ressources et de l'expertise nécessaires pour mesurer l'efficacité et la performance de chacune des mesures. Ainsi, il conviendra d'identifier des mesures supplémentaires, en plus de la production des états financiers et de la gestion globale.

« La nécessaire transition énergétique représente une opportunité de faire rayonner l'innovation des entreprises du Québec et c'est également un vecteur de développement économique. Avec l'importance de l'hydroélectricité ainsi que la pluralité énergétique dans les sources de transition, le Québec a le potentiel d'être un État modèle pour réduire son empreinte environnementale », a affirmé Charles Milliard.

Communiqué :

[Plan pour une économie verte 2030 : Des mesures ambitieuses pour permettre de conjuguer environnement et développement économique](#)

► **Projet de loi 65 sur la modernisation de la consigne et de la collecte sélective**

Le 24 septembre, le gouvernement a présenté un projet de loi qui vise à réformer les systèmes de consigne et de collecte sélective en vigueur au Québec. Le 3 février, la FCCQ a déposé un mémoire pour demander au gouvernement davantage de temps et de précisions sur certaines mesures avant d'imposer aux entreprises une réforme de la consigne. La FCCQ a suggéré un report d'un an pour l'entrée en vigueur prévue des différents éléments de la réforme de la consigne et de la collecte sélective, incluant ce projet de loi.

Bien que la FCCQ partage l'objectif de réduire autant que possible les pertes de matériaux

recyclables, elle a rappelé que les entreprises affectées par le projet de réforme du système de consigne sont déjà fortement bouleversées par le contexte de la COVID-19.

La FCCQ a souhaité également que des précisions soient apportées en lien avec le principe de responsabilité élargie des producteurs (REP), incluant une révision du système de pénalités pour ne pas sanctionner indûment les entreprises pour des résultats indépendants de leur ressort. De la même manière, la FCCQ a suggéré que les montants des pénalités soient annoncés avant la fin de l'étude détaillée du projet de loi afin d'assurer une certaine prévisibilité de l'environnement réglementaire.

La FCCQ a proposé que l'expertise et les efforts des entreprises soient reconnus par leur inclusion dans un éventuel comité d'élaboration du nouvel encadrement, avec lequel elles devront composer, ainsi que par la mise en place d'incitatifs fiscaux soutenant l'utilisation des contenants à remplissages multiples (CRM).

Selon la FCCQ, le succès de la réforme dépend directement du maintien d'un nombre de points de retour égal ou supérieur au nombre actuel et que cela nécessitera un soutien gouvernemental adéquat. Selon l'organisation, des investissements du gouvernement seront aussi requis pour informer adéquatement les citoyens et les ICI des changements apportés au système de consigne et des bons comportements à adopter.

Enfin, la mise en valeur des matières recyclées doit faire l'objet d'efforts supplémentaires. En ce sens, la FCCQ a proposé d'inclure davantage les centres de conditionnement du verre dans le plan d'action gouvernemental 2019-2024. De plus, elle a jugé pertinent d'inclure dans les appels d'offres un critère favorisant l'achat local de matière recyclée et d'intégrer davantage le réseau de délégations québécoises à la stratégie québécoise afin de favoriser l'exportation de matière qui ne trouverait pas preneur au Québec.

Le projet de loi 65 a été sanctionné le 17 mars, mais l'essentiel des détails sur l'entrée en vigueur et le fonctionnement des nouveaux systèmes de consigne et de collecte sélective seront précisés dans les projets de règlements à venir.

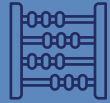
Communiqué :

[Projet de loi 65: Les entreprises ont besoin de temps et de précisions afin que la réforme de la consigne soit équilibrée et efficace](#)

6. Santé et services sociaux

► Manque de places en services de garde éducatifs

Au cours de la dernière année, la FCCQ s'est penchée sur l'enjeu du manque de places dans les services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que sur les impacts que cela occasionne sur les entreprises québécoises. À la suite d'un premier coup de sonde sur le sujet, la FCCQ a constaté que les conséquences d'une offre déficitaire de place en garderies entraînaient des répercussions importantes pour nos membres. 85 % des répondants ont indiqué qu'ils expérimentaient des impacts directs sur leur développement d'entreprises, dont des retards dans le déploiement de nouveaux projets ainsi que des difficultés significatives pour le recrutement de nouveaux talents et l'attraction de nouveaux capitaux.



« Le milieu d'affaires aux quatre coins du Québec nous exprime plus que jamais que le manque d'offre pour des services de garde éducatifs a des conséquences directes sur l'essor de leur entreprise. On observe des tendances lourdes sur l'activité économique, notamment en raison d'une hausse du taux d'absentéisme et d'employés qui doivent diminuer leurs heures travaillées. La conciliation travail-famille représente un défi pour de nombreux parents et trop souvent, ce sont des femmes qui en sont les victimes et qui doivent retarder leur retour au travail » Charles Milliard.

Après cette première analyse, la FCCQ a partagé ses résultats au grand public afin de sonner l'alarme auprès des instances gouvernementales. Cette première sortie a été déterminante pour la FCCQ, qui a par la suite bénéficié d'une écoute particulière de la part du ministre de la Famille, Mathieu Lacombe.

À la suite de la première étude sur les enjeux du manque de place en service de garde, la FCCQ a produit un second sondage qui portait sur les besoins nécessaires dans l'offre des garderies afin d'assurer un maintien de la productivité des entreprises. Les résultats de ce deuxième coup de sonde ont démontré qu'un nombre important de compagnies avaient des horaires de travail qui sont considérés comme étant atypiques. Plus de 50 % des répondants ont indiqué avoir des quarts de travail en dehors des heures régulières de travail, soit de 9 h à 17 h durant la semaine. Malheureusement, pour une majorité des entrepreneurs, les services de garde fréquentés par les enfants de leurs employés n'offrent souvent pas de disponibilité tôt le matin et en soirée, soit les deux périodes de travail les plus courantes à l'extérieur des heures régulières. Cette réalité du marché de l'emploi démontre la pertinence d'une nouvelle analyse portant sur l'offre des heures proposée pour les services de garde éducatifs à l'enfance.

À la suite de ces deux analyses, la FCCQ a été invitée à produire [un mémoire](#) sur l'enjeu du manque de place en garderie et a également participé à la consultation nationale sur le sujet en juin 2021, directement avec le ministre de la Famille. Lors du passage de la FCCQ à la consultation, nous avons présenté nos recommandations ainsi que nos solutions afin d'assurer une participation de tous au marché de l'emploi pour garantir aux entrepreneurs québécois une relance économique forte et un maintien de leurs compétitivités sur les marchés.

Les solutions proposées sont les suivantes :

- Sur l'importance d'effectuer une nouvelle analyse du taux de couverture de l'offre dans les

régions ainsi que d'impliquer les chambres de commerce dans cette évaluation afin de tenir compte des besoins des entreprises.

- La valorisation du métier d'éducatrices et d'éducateurs à l'enfance auprès des personnes en recherche d'emploi ou des nouveaux diplômés ainsi que de faciliter leur introduction sur le marché du travail par le biais de la formation en alternance étude-travail.
- De revoir les délais administratifs du gouvernement lors de la création de place en service de garde, plus particulièrement pour les garderies à faibles coûts reconnus par le gouvernement.
- Et finalement, d'utiliser les transferts fédéraux pour les services de garde à cette fin dans un premier temps, avant de rembourser la dette du gouvernement du Québec.

Considérant que l'accès à des garderies constitue un vecteur de croissance économique pour notre province ainsi que pour nos entrepreneurs, la FCCQ continuera d'effectuer une veille de l'évolution de ce dossier au gouvernement.

« En l'absence d'une augmentation du nombre de places disponibles et sans un arrimage entre les heures de travail des parents et les heures offertes pour les services de garde éducatifs à l'enfance, il sera très difficile pour les entreprises de recruter et de retenir leurs employés si ceux-ci sont dans l'incapacité de trouver une garderie. L'insuffisance de places et le besoin de flexibilité dans les horaires des services de garde ont pour effet de retarder la relance de notre marché et de nuire à la vitalité de nos entreprises » Charles Milliard.

Communiqués :

- ➔ [Le manque de places en services de garde éducatifs à l'enfance nuit à l'activité économique](#)
- ➔ [Le télétravail accentue le besoin pour des horaires flexibles dans les services de garde à l'enfance](#)

Mémoire :

- ➔ [L'accès à des services de gardes éducatifs à l'enfance pour la relance économique de nos entreprises en région](#)

► Campagne de vaccination en entreprise

Au cours de l'hiver 2021, la FCCQ a échangé à de nombreuses reprises avec le ministère de la Santé et des Services sociaux afin de développer des solutions de vaccination destinées aux employés des entreprises, de leurs familles et des populations environnantes.

Dans cette perspective, une campagne de vaccination en entreprise a été lancée par le gouvernement du Québec pour laquelle la FCCQ a participé à son élaboration avec les entreprises sélectionnées. En effet, elle a profité de son réseau étendu aux quatre coins du Québec pour identifier de potentiels sites en entreprise susceptibles d'accueillir des campagnes de vaccination pour le personnel, leur famille ainsi que la population avoisinante.

En quelques jours, elle a fourni au gouvernement une liste de plus de 550 entreprises intéressées via un formulaire qu'elles ont rempli, afin d'accueillir une campagne au sein de leurs installations. À la fin du processus, le gouvernement a choisi des dizaines de pôles en entreprise pour recevoir ces campagnes de vaccination. Par ailleurs, la FCCQ a fait un partenariat avec l'un de ces pôles, soit TC Transcontinental / Énergir à Rivière-des-Prairies, afin que celui-ci puisse accueillir les employés de la FCCQ et leur entourage.

Au cours de l'hiver 2021, la FCCQ a échangé à de nombreuses reprises avec le ministère de la Santé et des Services sociaux afin de développer des solutions de vaccination destinées aux employés des entreprises, de leurs familles et des populations environnantes.

Dans cette perspective, une campagne de vaccination en entreprise a été lancée par le gouvernement du Québec pour laquelle la FCCQ a participé à son élaboration avec les entreprises sélectionnées. En effet, elle a profité de son réseau étendu aux quatre coins du Québec pour identifier de potentiels sites en entreprise susceptibles d'accueillir des campagnes de vaccination pour le personnel, leur famille ainsi que la population avoisinante.

En quelques jours, elle a fourni au gouvernement une liste de plus de 550 entreprises intéressées via un formulaire qu'elles ont rempli, afin d'accueillir une campagne au sein de leurs installations. À la fin du processus, le gouvernement a choisi des dizaines de pôles en entreprise pour recevoir ces campagnes de vaccination. Par ailleurs, la FCCQ a fait un partenariat avec l'un de ces pôles, soit TC Transcontinental / Énergir à Rivière-des-Prairies, afin que celui-ci puisse accueillir les employés de la FCCQ et leur entourage.



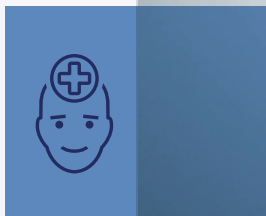
Depuis le début de l'année 2021, la FCCQ a fait valoir l'importance pour les entreprises de toutes les régions du Québec d'avoir accès de manière efficace aux tests rapides qui ont été acquis par l'État québécois. Ces discussions ont permis au gouvernement du Québec de donner des directives au sein de leur réseau et ont facilité l'accessibilité aux tests rapides pour les entreprises.

Communiqué :

➔ [Pandémie de la COVID-19 : La FCCQ souhaite rassembler le milieu entrepreneurial et la population autour des pôles de vaccination en entreprise](#)

► [Intercomité sur la santé mentale et la santé globale](#)

Sur recommandation de ses comités entrepreneuriat et santé, la FCCQ a tenu le 19 mai dernier une rencontre intercomité auprès de ses membres portant sur le sujet de la santé mentale au travail. Il a été statué d'explorer le sujet sous deux angles différents, soit celui de l'entrepreneur et celui de l'employé.



En effet, la présente pandémie a mis davantage en perspective toute l'importance que revêt la santé mentale en milieu de travail, et le défi pour chacun d'entre nous d'arriver à y trouver son équilibre. Le télétravail, les réunions virtuelles, l'anxiété, l'isolement social sont autant de termes qui ont pris l'avant-scène dans l'actualité au cours des derniers mois. Mais comment traduire tout cela pour mieux le comprendre? Qu'en pensent les experts? Et surtout, comment la FCCQ peut-elle activer ses leviers auprès des décideurs pour influencer de façon positive la situation aux profits de ses membres?

À la suite de ces échanges, deux panels d'experts ont été constitués suivis de deux études ciblées.

Pour le panel des entrepreneurs, la récente étude *Présentation de la santé mentale et le bien-être des entrepreneurs au Canada* a été retenue et présentée par Madame Annie Marsolais de la BDC. Publiée en 2019, cette étude a été menée en collaboration entre la BDC et l'Association canadienne de la santé mentale (ACSM).

Les panélistes qui ont contribué aux échanges pour le volet entrepreneurs sont M. Éric Dufour, de la firme Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) et également président du comité entrepreneur, Mme Isabelle Girard de chez Plakett, présidente du comité santé, et M. Pierre Graff, président de la jeune chambre de commerce du Québec.

Grâce aux échanges entre les participants, plusieurs points ont été mis en lumière. À titre d'exemple :

- Comment rendre les ressources existantes dans le réseau plus visibles et plus disponibles pour les entrepreneurs?
- La télé médecine ne serait-elle pas une piste à explorer davantage?
- Faut-il ajouter des éléments de formation dans les écoles d'entrepreneuriat qui porte sur l'importance de la santé globale, et mettre l'accent sur la collaboration accrue entre le public et le privé dans le réseau de la santé?

Produite en 2019 par Deloitte, l'étude intitulée *les programmes de santé mentale en milieu de travail; une valeur ajoutée pour les employés et les employeurs*, a été identifiée pour alimenter les

échanges. Le Dr Mario Messier, directeur scientifique du groupe entreprise en santé, s'est chargé d'en faire la présentation et a été accompagné par les panélistes M. Sylvain Authier, PDG de chez Vision groupe conseil et le Dr Mario Robin, directeur médical chez Dialogue.

À la suite de ces échanges, l'importance de continuer à sensibiliser encore plus les instances gouvernementales d'investir dans le concept de santé globale a été mis de l'avant. Ces mécanismes d'aide et de soutien destinés aux employés sont malheureusement trop souvent méconnus et les organisations sont responsables de leur accessibilité.

La FCCQ a pris acte des recommandations formulées pendant les tribunes d'échanges. Elle s'en inspirera largement à l'automne prochain afin de mettre sur pied une table de consultation destinée à porter les messages reçus auprès des instances gouvernementales.

7. Transports et infrastructures

► TGF

Le train à grande fréquence (TGF) est l'un des sujets incontournables de la FCCQ, et ce, depuis de nombreuses années. L'avancement de ce projet est par ailleurs un élément de discussion récurrent pour les comités *Transports et Logistiques ainsi que Tourisme*. Afin de présenter l'intérêt économique de ce projet, la FCCQ et la Chambre de commerce de l'Ontario ont rédigé une lettre ouverte sur l'importance de la réalisation du projet du TGF. Présentées comme étant un incontournable pour notre relance économique, les deux organisations ont défendu ce projet d'infrastructure structurant qui permettrait au Canada de se doter d'un réseau de transport en commun efficace ainsi que de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Malheureusement, le projet de TGF de VIA Rail Canada, tel qu'inscrit dans le budget fédéral présenté le 19 avril 2021, n'a toujours pas obtenu la globalité des sommes nécessaires pour la réalisation de ce projet structurant de transport. À la suite du dépôt du budget fédéral 2021, la FCCQ a signalé sa déception quant à la stagnation du projet, malgré des investissements de près d'un demi-milliard \$ prévu au budget sur 6 ans alors que celui-ci, pourrait coûter quelques milliards de \$.

Pourtant, le projet de TGF représente une opportunité incomparable qui donnerait lieu à des gains économiques ainsi qu'écologiques. L'intégration du TGF permettrait une optimisation ainsi qu'une modernisation du transport ferroviaire pour le Québec ainsi que l'Ontario. Actuellement, le partage des rails entre le transport de marchandises et de passagers est au maximum de sa capacité dans le corridor Windsor-Québec, ce qui crée un goulot d'étranglement pour plusieurs industries canadiennes forcées de transiter par la région la plus peuplée et achalandée du pays.

Dans le cadre du projet TGF, VIA Rail propose d'étendre son réseau actuel en y ajoutant plus de 850 km de voie ferrée et prévoit une augmentation marquée de l'achalandage dans le Corridor, grâce à la réduction de temps de parcours, l'augmentation de la ponctualité à plus de 95 % et la multiplication des départs dans certaines portions du Corridor. En améliorant ainsi qu'en bonifiant son offre de service, VIA Rail pourra offrir un transport mieux adapté aux besoins d'affaires ainsi que des trajets plus rapides, ce qui contribuera à tisser des liens commerciaux en simplifiant les déplacements d'affaires et en favorisant le travail et le repos à bord des trains. De plus, le projet de TGF permettra également aux employeurs du corridor d'élargir leur bassin de main-d'œuvre en alliant transport et télétravail.

Sous une autre perspective, la FCCQ est d'avis que l'industrie du tourisme pourrait grandement bénéficier du TGF. Considérant les impacts de la COVID-19 sur ce secteur économique, il est essentiel de valoriser et de faciliter les déplacements des touristes afin de permettre une relance de l'industrie du tourisme. Le manque de transport structurant tel que le TGF nuit à la fluidité des correspondances intermodales et peut décourager les touristes à se déplacer dans les différentes villes et régions.

C'est d'ailleurs pour ces raisons que la FCCQ continuera d'interpeller le gouvernement pour s'assurer que le financement global soit approuvé et que le projet de TGF se réalise dans les plus brefs délais.

« C'est une déception. On parle quand même d'un projet de quelques milliards de dollars, qui a été présenté en 2015 par VIA Rail, et le budget n'envoie qu'une fraction des sommes qui seront nécessaires à la réalisation du projet. Ce projet est pourtant nécessaire pour relier plus efficacement les grandes villes québécoises et ontariennes » Charles Milliard.

Lettre ouverte :

[TGF: un incontournable de la relance économique](#)

► **Industrie de la construction : Une plus grande flexibilité réglementaire pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre**

Au cours de l'hiver 2020-2021, la FCCQ a supporté l'annonce du Gouvernement du Québec ainsi que de la Commission de la construction du Québec (CCQ) qui ont proposé des modifications au projet de règlement sur *la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*. S'agissant de mesures historiques, la FCCQ a applaudi publiquement ces assouplissements qui permettent un meilleur accès à la main-d'œuvre et augmente la productivité sur les chantiers.

Suivant cette annonce, la FCCQ a également rédigé une lettre sur le *Règlement sur la délivrance des certificats de compétences (R20, r.5) et le Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction (R-20, r. 8)*. Ce document présente les défis auxquels les entrepreneurs de la construction sont confrontés et les ajustements nécessaires à réaliser afin de permettre à ce secteur de réduire les barrières aux recrutements et de favoriser la rétention de la main-d'œuvre.

« Actuellement, la pénurie de la main-d'œuvre dans le domaine de la construction est évaluée à 20 000 travailleurs par année. Considérant l'importance vitale de ce secteur au sein de l'économie québécoise, il est essentiel de limiter les barrières et d'encourager le recrutement et la formation de travailleurs. Depuis plusieurs années, les entrepreneurs critiquent la rigidité du règlement qui limite le recrutement de nouveaux employés et qui restreint l'acquisition des certifications », Charles Milliard.

Au cours de cet exercice, la FCCQ a souligné certaines inquiétudes soulevées par les membres du comité *Infrastructures et Construction*, notamment la question de la priorité régionale d'embauche ainsi que la mobilité des travailleurs de la construction. Sujet épineux au sein de l'industrie, la priorité régionale d'embauche a un effet négatif sur le taux de productivité ainsi que sur les aspirations de développement des entreprises du secteur de la construction. Considérant que certaines régions sont confrontées à une pénurie de main-d'œuvre importante, ce règlement

qui sera maintenu jusqu'en 2022, complexifie le recrutement de travailleurs qualifiés dans ces différentes régions.

Cette restriction à l'embauche des travailleurs de la construction continuera d'être critiquée et sera surveillée par la FCCQ jusqu'au printemps 2022, moment où le tribunal entendra la cause sur le fond.

Communiqués :

➔ [Industrie de la construction: Une plus grande flexibilité réglementaire pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre](#)

► Marchés publics : Mettre un terme à la notion du plus bas soumissionnaire conforme

Fortement active sur le sujet depuis plusieurs années, la FCCQ a interpellé à maintes reprises le gouvernement du Québec sur la notion du plus bas soumissionnaire conforme dans les marchés publics québécois. Au cours de la dernière année, la FCCQ a saisi toutes les occasions possibles pour débattre et recommander la révision des critères d'octroi des contrats publics.

Pour la FCCQ, le gouvernement devrait présenter le plus rapidement possible les projets de règlement ou des modifications nécessaires au Secrétariat du Conseil du trésor afin que l'octroi des contrats publics mise désormais sur des critères de valeur, tels que la qualité, l'innovation, l'expertise et la durabilité, plutôt que principalement sur celui du plus bas soumissionnaire conforme. Ce dernier critère devrait être un critère, mais pas celui qui détermine l'octroi des contrats publics au Québec.

La première opportunité s'est présentée lors de la présentation du projet de Loi 66, *Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure*. Durant ces consultations particulières, la FCCQ a argumenté que l'État québécois a tout intérêt de bénéficier de l'expertise des entreprises intéressées à soumissionner et de stimuler cette participation à ses contrats publics. L'importance accordée à la notion du plus bas soumissionnaire par le gouvernement du Québec dans ses contrats publics figure parmi les préoccupations les plus importantes entendues chez les entreprises au cours des dernières années, notamment par les *membres des comités Infrastructures et construction, Transports et logistique, Entrepreneuriat, Économie verte, Technologie de l'information et communication, Santé et Sciences de la vie* de la FCCQ qui ont exprimé à maintes reprises de vives préoccupations à ce sujet.



La FCCQ a également publié une lettre sur destinée à la Présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'administration gouvernementale, Sonia Lebel, sur le sujet de l'indexation de la grille de rémunération des ingénieurs et architectes. La FCCQ a profité de cette occasion pour recommander au gouvernement de réviser les critères d'octroi des contrats publics.

La FCCQ a demandé une autre fois d'appliquer la recommandation 2 de la Commission Charbonneau, utiliser des règles d'adjudication adaptées à la nature des travaux.

Le rapport mentionnait explicitement que « l'adoption de règles d'adjudication reposant sur une pondération plus variée des critères qualité et prix aurait aussi pour avantage d'inciter les donneurs d'ouvrages publics et les soumissionnaires potentiels à se préoccuper davantage de la qualité des infrastructures dont ils ont la charge, que ce soit en matière de conception, de surveillance ou de construction. Actuellement, le recours presque exclusif à la formule dite "du plus bas soumissionnaire conforme" dans les contrats de construction incite les entreprises à réduire autant que possible leurs coûts, le plus souvent au détriment de la qualité et de l'innovation. »

Il est important de mentionner que la notion du plus bas soumissionnaire conforme contribue à la problématique des dépassements de coûts et des enjeux liés à la durabilité de nos infrastructures. Un sous-investissement dans la conception d'un projet peut grandement nuire au développement d'innovations qui sont susceptibles de faire baisser les coûts généraux de construction, d'opération et d'entretien. La méthode du plus bas soumissionnaire peut engendrer certaines dérives et amener des impacts néfastes quant à la livraison des projets, puisqu'elle revient souvent à choisir les solutions les plus simplistes ou bas de gamme. Pour rectifier la situation, la FCCQ demande à l'État québécois de s'inspirer de la grille de pondération du gouvernement fédéral dans le choix des soumissionnaires aux contrats publics de l'État. Une formule simple et claire de 90 % (qualité) et 10 % (prix) serait un modèle intéressant à privilégier pour offrir une alternative, si nécessaire, à la sélection basée sur la qualité.

Au cours de l'année 2021, la FCCQ a eu l'opportunité de présenter cette problématique et les solutions devant les instances gouvernementales. Depuis maintenant plus d'un an, la FCCQ est appuyée par les membres du G15+, organisation dans laquelle la FCCQ est partie prenante, sur la révision des critères de l'octroi des contrats publics qui favorise le plus bas soumissionnaire conforme afin de valoriser la qualité, l'innovation, l'expertise ainsi que la durabilité lors de l'octroi des contrats du marché public.

Tant et aussi longtemps que le gouvernement du Québec ne modifiera pas les critères d'octroi des contrats publics, pour privilégier les critères de qualité, d'innovation, d'expertise, de durabilité et des critères socio-environnementaux, la FCCQ maintiendra la pression auprès de l'État québécois pour que les contrats publics ne soient plus octroyés sur la base du plus bas prix.

« Le Québec représente pratiquement l'exception en la matière. Miser sur des critères de qualité plutôt que le plus bas prix conforme, c'est payant pour la durabilité de nos projets publics et la mise en valeur de l'innovation retrouvée au Québec. Présentement, selon ces critères d'octroi, il est plus stimulant pour plusieurs de nos entreprises de soumissionner sur des contrats publics dans d'autres juridictions, à l'extérieur du Québec malheureusement », Charles Milliard.

8. Développement régional

► Avantage Saint-Laurent : Vision maritime

En juin dernier, la FCCQ a salué l'annonce de la nouvelle vision maritime du gouvernement

caquiste, maintenant connu comme l'Avantage Saint-Laurent. Présentée par la ministre déléguée aux Transport, Chantal Rouleau, cette nouvelle vision économique du fleuve Saint-Laurent représente, selon la FCCQ, une opportunité pour le gouvernement du Québec de contribuer à la reprise économique essentielle et durable en plus d'apporter des résultats concrets pour le secteur maritime du Québec. La FCCQ espère que l'initiative Avantage Saint-Laurent permettra de réaffirmer le rôle névralgique du fleuve dans l'économie québécoise.

La FCCQ a applaudi notamment l'investissement prévu de 166 M\$ pour les zones industrialo-portuaires et pour un pôle logistique. Pour elle, il sera important d'utiliser les travaux réalisés depuis 2015 par une quinzaine de comités locaux pour développer ces zones économiques importantes, et ce, à la grandeur du Québec.

Pour la FCCQ, il est primordial de partir de ces travaux pour observer les résultats le plus rapidement possible pour ces 15 zones industrialo-portuaires, au bénéfice du développement économique du Québec et de ses régions. Il faudra prévoir l'ensemble des infrastructures nécessaires dans le PQI et les PTI municipaux, afin qu'il y ait les infrastructures de service, des routes connectées, et des infrastructures numériques pour l'accès. Ultiment, cela devrait permettre également d'attirer des entreprises à s'établir dans ces zones.

La FCCQ souhaite que l'Avantage Saint-Laurent puisse accroître le développement du cabotage, c'est-à-dire le transport maritime courte distance pour le transport de marchandises et de personnes. Il apparaît nécessaire que l'on puisse profiter pleinement des nombreuses installations portuaires tout au long du Saint-Laurent. Cependant, pour réussir une telle initiative, il serait essentiel de combler le maintien des actifs des différents ports régionaux et de déployer rapidement les sommes nécessaires pour les aider dans leur modernisation. À cet effet, la FCCQ tient également à souligner les prises de participation totalisant 200 M\$ pour la construction navale et la modernisation des chantiers maritimes, afin que ceux-ci puissent maintenir leur compétitivité et répondre aux besoins de construction ainsi que de l'entretien des navires.

Bien que certaines opportunités soient demeurées absentes de cette nouvelle vision, notamment dans l'industrie du tourisme, la FCCQ s'attend à ce que le gouvernement puisse porter une attention particulière à l'avantage que représente le fleuve pour des activités touristiques liées au monde maritime et à son fleuve.

« Le fleuve Saint-Laurent est une porte d'entrée pour le commerce international dans le continent nord-américain, ce qui représente un avantage concurrentiel auquel les entreprises québécoises et étrangères peuvent bénéficier. En plus de faciliter l'intermodalité des transports lors des déplacements des marchandises, les investissements dans ce corridor économique intelligent représenteront un avantage international pour notre développement commercial » Charles Milliard.

Communiqué :

[➤ Avantage Saint-Laurent: Une vision maritime qui devrait permettre davantage de résultats concrets sur le terrain](#)

► Intercomité industrie forestière

Le 10 mai, la FCCQ organisait un webinaire hors-série sur l'avenir de la forêt et du bois, en collaboration avec le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ). Dans la présentation réalisée par le CIFQ ainsi que lors du panel, les participants ont démontré l'impact de la crise de la COVID-19 sur toute la chaîne de valeur du bois, aussi bien pour les entreprises productrices que celles qui l'utilisent dans leurs projets de construction.

Plusieurs sujets ont été abordés au cours du webinaire : l'approvisionnement, l'exportation, la main-d'œuvre, la fluctuation des prix des matériaux, tout comme les possibilités qu'offre le bois comme matériau de construction durable et performant. Plusieurs pistes de solution ont été évoquées pour favoriser la croissance de l'industrie, notamment le recours à des appels d'offres publics plus « intelligents » qui permettraient au bois de faire valoir ses qualités, ainsi que l'augmentation de la quantité de bois récolté et qu'une défense plus marquée des intérêts des exportateurs de bois québécois aux États-Unis.

► Autonomie alimentaire

Le 22 octobre, la FCCQ a accueilli positivement plusieurs éléments du Plan d'agriculture durable (PAD) présenté par le gouvernement du Québec. Elle a également souligné l'opportunité d'accélérer la transition verte de toute la filière agroalimentaire.

Dans un contexte de pandémie, le maintien intégral des 125M\$ prévus dans le dernier budget est une bonne nouvelle. De cette somme, 70M\$ seront consacrés aux producteurs dont les pratiques vont au-delà des exigences réglementaires en place, afin de réduire l'utilisation de pesticides.

Selon la FCCQ, l'approche incitative retenue par le gouvernement récompensant les producteurs agricoles qui adapteront leurs méthodes est également porteuse pour susciter leur adhésion et préserver la compétitivité de notre agriculture.

Plusieurs bonifications ont été suggérées par la FCCQ pour bonifier le PAD et venir servir le développement économique régional :

- Un appui gouvernemental plus important aux initiatives favorisant l'achat local et l'approvisionnement en produits locaux;
- Des investissements supplémentaires dans la conversion énergétique des entreprises agroalimentaires vers des carburants émettant moins de GES, notamment des projets de biomasse forestière résiduelle produite localement;
- L'accélération du prolongement du réseau électrique triphasé d'Hydro-Québec, pour permettre à davantage d'entreprises agroalimentaires de bénéficier d'une source d'énergie abordable et renouvelable;
- Le financement de projets de production de gaz naturel renouvelable à partir de matière organique agricole, dont le fumier et le lisier.

À noter, plusieurs de ces propositions ont fait l'objet d'annonces subséquentes du gouvernement.

Communiqué :

➔ [L'autonomie alimentaire peut devenir un moteur important de la relance économique si la main-d'œuvre est au rendez-vous](#)

► Stratégie de valorisation des minéraux critiques et stratégiques

Le 29 octobre, la FCCQ a accueilli positivement la première stratégie québécoise de valorisation de nos minéraux critiques et stratégiques annoncée par le gouvernement.

Selon la FCCQ, ce plan pourrait renforcer la place du Québec et le hisser en tant que producteur important des métaux et minéraux. En effet, le Québec possède un territoire regorgeant de

ressources et une industrie minière très active. Les activités minières bénéficient d'une situation privilégiée à l'échelle mondiale grâce à l'électricité propre et abordable, un accès aux grands marchés nord-américains et internationaux favorisés par un contexte géopolitique stable et propice aux investissements.

Dans le même sens, cette annonce envoie un signal positif clair pour les investisseurs potentiels. La mise en place d'un programme d'aide à l'exploration des minéraux critiques et stratégiques permettrait ainsi de soutenir adéquatement le secteur de l'exploration minière tout en révélant le véritable potentiel minier du Québec.

La FCCQ continuera d'alimenter les échanges sur de possibles modifications législatives pour favoriser la mise en valeur des minéraux critiques et stratégiques. Également, le gouvernement devra trouver le juste équilibre entre l'économie circulaire et le développement des richesses naturelles au Québec.

Par ailleurs, la FCCQ a rappelé que l'accès au territoire représente un défi pour plusieurs régions au potentiel minier important. De fait, l'implication du gouvernement dans la construction des infrastructures multiusagers et des corridors d'accès aux ressources est essentielle pour encourager le développement des régions. Entre autres, l'implantation d'un réseau de transport, d'énergie renouvelable et de télécommunication en territoire nordique est primordiale.

Enfin, le budget 2021-2022 du gouvernement du Québec a apporté plus de précisions sur certains éléments de cette stratégie. Par exemple, la mise en place d'un incitatif fiscal pour les sociétés d'exploration minière mettra en valeur des minéraux critiques et stratégiques et l'investissement de 93 M\$ d'ici 2026 dans le secteur forestier viendra appuyer la construction de chemins multiusagers en forêt publique.

Communiqué :

[Stratégie québécoise de valorisation des minéraux critiques et stratégiques : Un plan nécessaire pour renforcer notre industrie minière](#)

9. Lancement de l'Observatoire FCCQ

- Explications et objectifs

L'fcccq BSERVATOIRE

Au cours de l'année 2020-2021, la FCCQ a lancé sa nouvelle plateforme de sondage en temps réel "L'Observatoire FCCQ". La communauté de L'Observatoire FCCQ combine technologie de pointe et la force de son réseau pour obtenir des données économiques fiables, par région et par secteur d'activité.

Ce puissant outil, unique dans le monde associatif du Québec, viendra renforcer les prises de position de la FCCQ sur les politiques publiques en tenant compte des réalités respectives de la communauté d'affaires québécoise. Les résultats des sondages menés par l'Observatoire FCCQ sont présentés dans le hub de l'Observatoire après la fermeture de l'activité et sont utilisés afin

d'adopter des positionnements favorisant les intérêts des entreprises québécoises. Pour une entreprise, être membre de l'Observatoire FCCQ comporte plusieurs avantages :

- De rejoindre une communauté d'affaires en croissance partout au Québec;
- De faire valoir ses opinions sur les politiques publiques affectant leur entreprise;
- D'être tenu informé des résultats de toutes les activités de l'Observatoire FCCQ, et d'influencer le positionnement de la FCCQ afin de favoriser un milieu d'affaires québécois viable et rentable.

► **Activités réalisées**

Depuis son lancement, plusieurs sondages sur divers sujets à caractère économique ont été réalisés à l'aide de l'Observatoire FCCQ. Le tableau suivant récapitule l'ensemble des sondages de l'Observatoire FCCQ jusqu'à présent.

Sujet du sondage	Objectif du sondage	Durée du sondage
Les impacts économiques de l'offre de services de garde	Documenter et chiffrer l'impact de la présence ou du manque de places en services de garde pour les entreprises	Du 5 au 18 février 2021
Les besoins en services de garde	Définir les besoins de places en service de garde du point de vue des entreprises suite à l'activité précédente	Du 24 février au 10 mars 2021
Budget du Québec 2020-2021	Faire connaître la réaction de la communauté d'affaires au Budget du Québec 2020-2021	Du 31 mars au 6 avril 2021
Budget du Canada 2020-2021	Faire connaître la réaction de la communauté d'affaires au Budget du Canada 2020-2021	Du 27 avril au 5 mai 2021
Passeport et preuve vaccinale	Permettre aux entreprises du Québec de participer au débat et de s'exprimer sur l'idée d'une preuve vaccinale ou d'un passeport vaccinal	Du 10 au 14 mai 2021
Projet de Loi 96	Prendre le pouls de la communauté d'affaires sur la nécessité et l'application des mesures linguistiques telles que présentées dans le Projet de Loi 96	Du 20 au 26 mai 2021

Main-d'œuvre et immigration	Permettre à la communauté d'affaires québécoise de s'exprimer sur la rareté de main-d'œuvre et sur le potentiel de l'immigration comme solution	Du 7 au 17 juin 2021
-----------------------------	---	----------------------

L'objectif de la FCCQ est de faire croître la communauté de L'Observatoire FCCQ et de continuer de proposer des sondages et études qui lui permettront de faire valoir le point de vue des entreprises du Québec.

10. Liste des mémoires et lettres de commentaires

- [Mémoire – Vers un régime québécois d'assurance parentale flexible et équitable](#)
- [Mémoire PL 59 – Loi visant à moderniser le régime de santé et de sécurité au travail](#)
- [Mémoire PL 64 – Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels](#)
- [Mémoire - Forum sur la requalification](#)
- [Mémoire PL 65 – Consigne et collecte sélective : Loi modifiant principalement la loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective](#)
- [Mémoire PL 66 – Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure](#)
- [Mémoire PL 68 – Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles](#)
- Mémoire PL 72 – Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique
- Mémoire : Accélérer la modernisation de l'Assurance-emploi
- [Étude Deloitte – E&B Data – Repenser nos chaînes industrielles pour une économie forte et résiliente \(en collaboration\)](#)
- [Mémoire FCCQ - Recherche et innovation : Relevé le défi de la cohérence](#)
- [Mémoire - Services de garde éducatifs](#)
- [Mémoire PL64 - FCCQ-ACCAP](#)
- [Mémoire - Budget fédéral 2021-2022 – Attentes de la Fédération des chambres de commerce du Québec](#)
- [Mémoire - Budget provincial 2021-2022 – Demandes et recommandations à l'intention du gouvernement du Québec en vue du budget](#)
- [Mémoire FCCQ – Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2022](#)
- [Lettre de commentaires – Grille de rémunération ingénieurs architectes](#)
- Lettre de commentaires - Règlement sur la délivrance des certificats de compétence (R-20, r. 5) et le Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction (R-20, r. 8)

- Lettre de commentaires - Le développement ainsi que la revitalisation économique de nos régions dans le cadre de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires
- [Lettre ouverte - Des actions demeurent requises pour faire de notre forêt un levier de relance économique durable](#)
- [Lettre ouverte – TGF : un incontournable de la relance économique](#)
- [Lettre ouverte – Nouveaux diplômés de cinquième secondaire](#)
- Lettre FCCQ – Eaux Ballast Ottawa
- Lettre Port à Contrecoeur FCCQ
- [Lettre ouverte – Affronter la 2e vague sans revivre une 2e crise économique](#)
- [Lettre ouverte – Main-d'œuvre et immigration : Un plan de relance qui commence avec une prise](#)
- [Lettre ouverte - Régime de santé et sécurité au travail : une opportunité à ne pas rater pour augmenter son efficacité](#)
- [Lettre ouverte – Pour un régime de santé et sécurité au travail juste, équitable et inclusif](#)
- Lettre de commentaires : Consultation sur les enjeux frontaliers avec les États-Unis
- Lettre FCCQ – Prolongement de la fermeture de certaines entreprises
- Lettre FCCQ – Projet de loi 78
- Lettre FCCQ – Article 135 du projet de loi 67
- Lettre FCCQ – FCEI - Préoccupations du milieu économique concernant le projet de loi n° 64
- Lettre FCCQ – L'avenir du PubliSac
- Lettre FCCQ - Projet de Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE)
- Lettre FCCQ - Appui au projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay
- Lettre FCCQ - Commentaires concernant le projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay
- Lettre FCCQ - Contribution du secteur privé en santé à lutte contre la COVID-19
- [Lettre FCCQ – Proposition d'un contrat moral entre le gouvernement et l'industrie de la restauration au Québec](#)
- Lettre FCCQ - Besoin urgent de renouveler une approche tripartite afin d'améliorer le cadre du programme de l'assurance-emploi

11. Liste des communiqués

- <https://www1.fccq.ca/10842/>
- <https://www1.fccq.ca/marches-publics-la-fccq-plaide-pour-une-indexation-de-la-grille-de-remuneration-des-ingenieurs-et-architectes/>
- <https://www1.fccq.ca/sqri-2022-la-prochaine-strategie-quebecoise-de-la-recherche-et-de-linnovation-devra-relever-le-defi-de-la-coherence/>
- <https://www1.fccq.ca/depot-du-projet-de-loi-96-la-fccq-appuie-les-efforts-visant-a-raffermir-la-presence-du-francais-au-quebec-notamment-dans-nos-milieus-de-travail/>
- <https://www1.fccq.ca/covid-19-la-fccq-recommande-limplantation-dune-preuve-vaccinale-pour-accelerer-de-facon-securitaire-la-tenue-devenements-et-la-reouverture-dentreprises/>
- <https://www1.fccq.ca/la-fccq-demande-une-vaste-consultation-sur-la-question-de-limmigration-et-de-la-penurie-de-main-doeuvre/>
- <https://www1.fccq.ca/le-milieu-des-affaires-salue-le-depot-dun-projet-de-loi-par-le-gouvernement-federal-pour-assurer-la-reprise-et-la-poursuite-des-operations-au-port-de-montreal/>
- <https://www1.fccq.ca/le-manque-de-places-en-services-de-garde-educatifs-a-lenfance-nuit-a-lactivite-economique/>
- <https://www1.fccq.ca/livre-blanc-francais-et-anglais-vers-une-egalite-reelle-des-langues-officielles-au-canada-la-fccq-salue-les-intentions-du-gouvernement-federal-pour-la-protection-et-la-promotion-du-francais/>
- <https://www1.fccq.ca/aide-aux-entreprises-en-regions-en-alerte-maximale-aeram-un-nouveau-remboursement-qui-arrive-a-point-nomme-pour-les-entreprises-en-reouverture/>
- <https://www1.fccq.ca/projet-de-loi-65-les-entreprises-ont-besoin-de-temps-et-de-precisions-afin-que-la-reforme-de-la-consigne-soit-equilibree-et-efficace/>
- <https://www1.fccq.ca/projet-de-loi-n-59-la-modernisation-du-regime-de-sante-et-de-securite-du-travail-est-essentielle-et-ne-doit-pas-etre-un-rendez-vous-manque/>
- <https://www1.fccq.ca/industrie-forestiere-des-actions-demeurent-requises-pour-faire-de-notre-foret-un-levier-de-relance-economique-durable/>
- <https://www1.fccq.ca/prolongement-des-mesures-sanitaires-la-fccq-propose-au-gouvernement-un-contrat-moral-avec-les-restaurateurs/>
- <https://www1.fccq.ca/industrie-de-la-construction-une-plus-grande-flexibilite-reglementaire-pour-sattaquer-a-la-penurie-de-main-doeuvre/>
- <https://www1.fccq.ca/lautonomie-alimentaire-peut-devenir-un-moteur-important-de-la-relance-economique-si-la-main-doeuvre-est-au-rendez-vous/>
- <https://www1.fccq.ca/etude-deloitte-eb-data-repenser-nos-chaines-industrielles-pour-une-economie-forte-et-resiliente/>
- <https://www1.fccq.ca/plan-pour-une-economie-verte-2030-des-mesures-ambitieuses-pour-permettre-de-conjuguer-environnement-et-developpement-economique/>

- <https://www1.fccq.ca/aide-a-lindustrie-touristique-une-aide-financiere-directe-pour-aider-un-secteur-economique-en-difficulte/>
- <https://www1.fccq.ca/strategie-quebecoise-de-valorisation-des-mineraux-critiques-et-strategiques-un-plan-necessaire-pour-renforcer-notre-industrie-miniere/>
- <https://www1.fccq.ca/quatre-organisations-phares-au-quebec-proposent-un-nouveau-modele-pour-le-transport-aerien-regional/>
- <https://www1.fccq.ca/consultations-particulieres-sur-le-projet-de-loi-n-66-la-fccq-souligne-la-necessite-daccellerer-les-projets-dinfrastructure-et-reitere-limportance-dautres-el/>



CORRIDORS DE COMMERCE

DEPUIS PLUS DE 20 ANS, LA FCCQ ŒUVRE AU SOUTIEN ET AU RENFORCEMENT DES RELATIONS D’AFFAIRES AVEC DIFFÉRENTS ACTEURS INTERNATIONAUX EN FACILITANT ET FAVORISANT LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES À L’INTERNATIONAL.

Le programme COREX

Information, sensibilisation et outils d’aide à l’exportation!

Depuis 2015, le Programme COREX de la FCCQ informe, sensibilise et outille les entreprises qui aspirent à diversifier leur marché au Canada, aux États-Unis et dans les autres marchés extérieurs privilégiés.

Comprendre l’écosystème économique et commercial du marché ciblé est une étape essentielle pour assurer le succès des entreprises qui souhaitent développer leurs marchés d’exportation.

Ainsi, le Portail COREX permet aux entreprises québécoises d’explorer les sept corridors de commerce de la FCCQ, soit les six États de la Nouvelle-Angleterre et l’État de New York, en fonction de leur secteur d’activités, et d’obtenir des renseignements pratiques et de l’information stratégique sur des thématiques ciblées pour faciliter leur développement de marché.

L’intégration d’éléments d’actualité, d’événements qualifiés, de publications et d’articles pertinents fait du portail COREX un outil informationnel complet et judicieux pour appuyer tout entrepreneur qui vise à percer le marché américain ou y accroître ses parts de marché.

Pour visiter le portail COREX : www.corexfccq.com

The screenshot displays the COREX program website interface. At the top, it features the FCCQ logo and the program name 'PROGRAMME COREX' with the tagline 'Les corridors d'exportation de la FCCQ'. Navigation buttons include 'ACCUEIL', 'À PROPOS', 'NOUS JOINDRE', and 'ACCÈS RSS'. The main content area highlights that the program is an initiative to support Quebec entrepreneurs in the North-East American market. It lists five key steps: 'PUIS-JE EXPORTER', 'CHOISIR UN CORRIDOR DE COMMERCE', 'TROUVER DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES', 'S'IMPLANTER DANS LES CORRIDORS DE COMMERCE', and 'CONSULTER DES RESSOURCES'. Below this, there's a section for expert advice from BMO, featuring a video titled 'FEMMES CANADIENNES D'INFLUENCE À L'INTERNATIONAL' and another about trade agreements. The bottom section is divided into 'ÉVÉNEMENTS ET FORMATIONS', 'RESSOURCES' (with sub-sections for trade agreements and international women), and 'INSCRIVEZ-VOUS À L'INFOLETTRE'.

Les événements COREX

Promotion du commerce extérieur et ambition québécoise à l'international

- Présentés dans les 17 régions administratives du Québec
- Près de 2200 participants stimulés par le développement de marché à l'échelle interprovinciale et internationale
- Vision globale de décideurs politiques de haut niveau québécois et étrangers
- Intelligence terrain de représentants du Québec au Canada et à l'étranger
- Perspectives d'experts et d'intervenants de premier ordre sur la situation politique, économique et commerciale à l'échelle internationale
- Témoignages et conseils pratiques de chefs d'entreprise et d'entrepreneurs reconnus pour leur réussite à l'exportation
- Diversité des intervenants et des thématiques : parité homme-femme, pluralité d'origines des intervenants et des thématiques abordées



LES GRANDS EXPORTATEURS COREX

La série *Les Grands Exportateurs COREX*, organisée en collaboration avec le réseau des chambres de commerce du Québec, vise à mettre en valeur l'expérience d'entreprises exportatrices de différentes régions du Québec qui font rayonner l'ingéniosité et le savoir-faire québécois à l'étranger ainsi qu'à inciter davantage d'entreprises québécoises à développer de nouveaux marchés. Les « grands exportateurs » de la région visitée sont invités à partager leur réalité et leur parcours avec leurs pairs, par le biais d'un panel animé par René Vézina, chroniqueur économique à la radio de Radio-Canada.

Dans le cadre des éditions présentées dans les régions de Lanaudière et de l'Estrie, les participants ont également eu l'occasion de prendre part à des échanges avec des experts sur les enjeux économiques et commerciaux, ainsi que les dispositions de l'Accord de libre-échange Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM).

Pour la 1^{re} fois, la série s'est également focalisée sur un secteur économique et géographique spécifique : l'Amérique latine.

Panélistes experts : **Peter Hall**, vice-président et économiste en chef, Exportation et développement Canada (EDC), **Gregory Trippenbach**, vice-président régional, États-Unis, Exportation et développement Canada, EDC, **Sylvia Cesaratto**, directrice générale, Amérique centrale et Caraïbes, Affaires Mondiales Canada, **Bruce Dunlop**, vice-président, Développement des affaires, Marchés globaux, Exportation et développement Canada, **Richard Ouellet**, professeur titulaire de droit international économique, Faculté de droit de l'Université Laval, et **Rafael Jacob**, chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand et chroniqueur au 98,5 FM.

Partenaires régionaux : **Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins (CCIM)**, les petites et moyennes chambres de l'Estrie et **Chambre de commerce Québec et Amérique latine (QUÉtAL)**



1.



2.



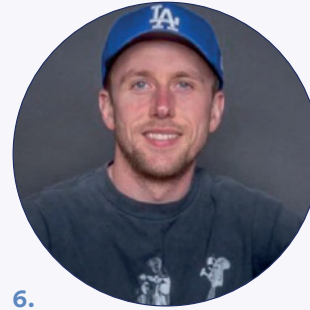
3.



4.



5.



6.



7.



8.



9.

LES GRANDS EXPORTATEURS COREX

19 janvier 2021

- 1. Philippe Corriveau**
Président
Technologies MindCore

19 janvier 2021

- 2. Gaétan Jetté**
Président-fondateur
GMR Safety

19 janvier 2021

- 3. Gabriel St-Jean**
Président
Planiform Convoyeurs

13 avril 2021

- 4. Stéphane Bégin**
Président
Conceptromec inc.

13 avril 2021

- 5. Chantal Lapierre**
Directrice générale
Les Équipements Lapierre

13 avril 2021

- 6. Francis Mercier**
Président
Percussion Moperc inc.

16 juin 2021

- 7. Miguel Ceballos**
Directeur des ventes,
Amérique latine et Caraïbe
Technologies MindCore

16 juin 2021

- 8. Noémie Bond**
Directrice des exportations
(Amérique latine, Afrique,
Moyen-Orient, Sous-
continent indien)
Palmex International

16 juin 2021

- 9. Sébastien Dubois**
Responsable des territoires –
Canada et Amérique Latine
Creaform

LES RENCONTRES VIRTUELLES 3.60 COREX

Ensemble pour propulser la relance

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX, présentées par notre partenaire BMO, visent à fournir aux dirigeants et chefs d'entreprise de l'information stratégique et des conseils judicieux pour les aider à s'adapter au nouvel environnement d'affaires dans lequel ils évoluent à l'échelle nationale et internationale.

Intervenants de premier ordre, acteurs politiques, dirigeants et chefs d'entreprise font le tour de questions d'intérêt pour assurer la reprise économique et saisir les nouvelles opportunités qui peuvent en découler.

Organisée conjointement avec le réseau des chambres de commerce du Québec et avec la participation des organismes régionaux de promotion à l'exportation du Québec (ORPEX), cette série a été présentée à l'échelle provinciale. Entrepreneurs et organismes relayeurs issus des 17 régions administratives du Québec ont pu prendre part à ces rencontres.

Partenaires régionaux : Alliance des chambres de commerce de Chaudière-Appalaches, Alliance des chambres de commerce de Lanaudière, Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs, Chambre de commerce de Gatineau, Chambre de commerce de la MRC de Rivière-du-Loup, Chambre de commerce de L'Est de Portneuf, Chambre de commerce de Lévis, Chambre de commerce de St-Georges, Chambre de commerce et d'industrie St-Jérôme Métropolitain, Chambre de commerce et de l'industrie du Haut-Richelieu, Chambre de commerce et de l'industrie Vallée-du-Richelieu, Chambre de commerce et d'industrie Bois-Francis-Érable, Chambre de commerce et d'industrie de Drummond, Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm, Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, Chambre de commerce et d'industrie de Québec, Chambre de commerce et d'industrie de St-Joseph-de-Beauce, Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges, Chambre de commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec, Chambre de commerce et d'Industrie du Grand Roussillon, Chambre de commerce et d'industrie Nouvelle-Beauce, Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord, Chambre de commerce et industrie de Sherbrooke, Chambre de commerce Kamouraska-L'Islet, Chambre de commerce Région de Mégantic, Regroupement des chambres de commerce du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

56

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES ENTRE DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX avec **René Vézina**, journaliste, chroniqueur économique et rédacteur en chef du magazine Montréal économique, **Rafael Jacob**, chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand et chroniqueur au 98.5 FM, et **Richard Ouellet**, professeur titulaire de droit international économique, Faculté de droit de l'Université Laval.

Les membres de la communauté d'affaires de la FCCQ ont échangé sur l'impact du scrutin présidentiel aux États-Unis sur les relations canado-américaines. Ils ont également bénéficié des conseils judicieux pour appréhender les changements amenés par l'ACEUM.



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE : UN SCRUTIN DÉCISIF POUR L'AVENIR DES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES ?

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX avec **John Parisella**, conseiller spécial, Stratégie et rayonnement, National, **Raymond Chrétien**, conseiller stratégique, Fasken, et ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis, et **David Jacobson**, vice-président du conseil, BMO Groupe financier (Chicago), et ancien ambassadeur des États-Unis au Canada.

Les intervenants ont fait le point sur l'évolution des relations canado-américaines sous l'administration Trump. Ils ont également échangé sur les répercussions potentielles du scrutin présidentiel de 2020 pour les entreprises exportatrices.



LES GRANDES CHAMBRES DE COMMERCE NORD-AMÉRICAINES SE RENCONTRENT

57

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX avec **Thomas J. Donohue**, chef de la direction, *U.S. Chamber of Commerce*, **Carlos Salazar Lomelín**, président, *Consejo Coordinador Empresarial*, et **Perrin Beatty**, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Canada.

Animée par Charles Milliard, le président-directeur général de la FCCQ, cette rencontre inédite entre les trois représentants des grandes chambres de commerce nord-américaines nous a permis d'assister à des échanges inspirants et enrichissants sur les relations entre nos trois pays. En outre, ils ont rappelé le rôle unificateur et l'influence que peuvent avoir les chambres de commerce et leur communauté d'affaires dans le renforcement de l'intégration économique et la compétitivité nord-américaine.



AMÉRIQUE LATINE : RELANCE ET OCCASIONS D'AFFAIRES À SAISIR

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX avec **Marie-Josée Lapointe**, directrice, Marchés de l'Amérique latine et des Antilles, Investissement Québec International, **Stéphanie Allard-Gomez**, déléguée générale, Délégation générale du Québec à Mexico, et **Jason Naud**, directeur, Bureau du Québec à São Paulo.

Les participants ont échangé avec les représentants du Québec sur les régions et les secteurs porteurs à surveiller pour la relance ainsi que les spécificités propres aux marchés latino-américains. Les entreprises exportatrices ont bénéficié de leurs conseils judicieux ainsi que de l'information sur les services d'accompagnement offerts.



58

FEMMES CANADIENNES D'INFLUENCE À L'INTERNATIONAL

Les rencontres virtuelles 3.60 COREX avec **Stéphanie Trudeau**, présidente du conseil d'administration, FCCQ, **Susan Bincoletto**, ambassadrice du Canada auprès de la Confédération Suisse et de la Principauté du Liechtenstein, **Isabelle Hudon**, ambassadrice du Canada en France et à Monaco, et **Mairead Lavery**, présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada.

Elles ont échangé sur leur vision d'un leadership féminin et leur rôle en tant que modèle pour les générations futures. Notre communauté d'affaires a bénéficié d'une discussion extrêmement enrichissante sur l'importance de tout mettre en œuvre afin de tendre vers la parité.



LES GRANDES RENCONTRES QUÉBEC-ÉTATS-UNIS



Les grandes rencontres Québec-États-Unis avec **Jean Charest**, associé, McCarthy Tétrault, Premier ministre du Québec (2003-2012) et membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, **Elise Stefanik**, représentante au Congrès américain pour le 21^e district de l'État de New York, et **Garry Douglas**, président-directeur général, *North Country Chamber of Commerce*.

Les échanges ont tourné autour de l'avancée du rapport de l'Institut canadien du Wilson Center et sur les perspectives de réouverture des frontières à court, moyen et long terme entre le Canada et les États-Unis. Notre communauté d'affaires a bénéficié des perspectives et de l'intelligence d'intervenants de premier ordre sur cet enjeu.

DROIT VERS L'INTERNATIONAL !

Droit vers l'international! est une nouvelle série **COREX** visant à fournir de l'intelligence d'affaires sur des enjeux commerciaux, légaux, fiscaux et administratifs aux dirigeants d'entreprise et entrepreneurs du Québec présents sur les marchés internationaux ou en voie de le devenir.

Au cours de 4 activités thématiques, notre communauté d'affaires a pu bénéficier des conseils pratiques d'intervenants de premier ordre. En outre, une période d'échanges et de questions a permis aux participants de faire part des problématiques qui les touchent directement et ainsi profiter de l'expertise de nos conférenciers invités du cabinet de services professionnels Therrien Couture Joli-Cœur.



ACHAT D'UNE ENTREPRISE AUX ÉTATS-UNIS

Notre conférencier, **Douglas W. Clarke**, associé au cabinet de services professionnels Therrien Couture Joli-Cœur, a détaillé les pratiques d'affaires et les embûches associées à l'exécution d'une transaction d'achat d'entreprise.

LA FISCALITÉ DU COMMERCE EN LIGNE AU CANADA, ÉTATS-UNIS ET DANS L'UNION EUROPÉENNE

Notre conférencière, **Isabelle Tremblay**, associée et avocate fiscaliste chez Therrien Couture Joli-Cœur, a dressé un portrait global, mais pratique, des aspects à considérer lorsqu'une entreprise québécoise vend ses produits par le biais de plateformes transactionnelles au Canada, aux États-Unis et dans l'Union européenne.



PROTÉGER SES MARQUES DE COMMERCE À L'INTERNATIONAL

Nos conférencières, **Micheline Dessureault**, associée et agent de marques de commerce, et **Simone Ndiaye**, agent de marques de commerce, du cabinet de services professionnels Therrien Couture Joli-Cœur, ont échangé avec notre communauté d'affaires sur les différentes options qui s'offrent aux entreprises lors du lancement d'un nouveau produit ou services destiné aux marchés internationaux.



COMMENT TIRER LE MEILLEUR PARTI D'UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Notre conférencière, **Geneviève Gagné**, avocate chez Therrien Couture Joli-Cœur, a offert aux entreprises participantes de l'intelligence d'affaires sur le mode de fonctionnement et les principales caractéristiques des accords de libre-échange dits de nouvelles générations.



Partenaires régionaux : Chambre de commerce de Gatineau, Chambre de commerce de la Baie-des-Chaleurs, Chambre de commerce de la Grande région de Saint-Hyacinthe, Chambre de commerce de L'Est de Portneuf, Chambre de commerce de Lévis, Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges, Chambre de commerce et d'industrie Bois-Francs-Érable, Chambre de commerce et d'industrie de Drummond, Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm, Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, Chambre de commerce et d'industrie de Sherbrooke, Chambre de commerce et d'industrie du Cœur du Québec, Chambre de commerce et d'Industrie du Grand Roussillon, Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins, Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord, Chambre de commerce Région de Mégantic.

Soutien au commerce interprovincial

La voie de la relance passe aussi par le commerce interprovincial

- 5 événements qui nous ont permis de découvrir de nombreux débouchés à l'échelle interprovinciale dans des secteurs porteurs pour la relance économique du Québec ;
 - Plus de 550 entreprises et organismes relayeurs, issus de l'ensemble des régions du Québec, animés par le commerce interprovincial
 - Des rencontres personnalisées avec plus de 80 entreprises ayant des visées et un potentiel de développement sur le marché canadien
 - Des témoignages et conseils avisés de 8 entreprises inspirantes qui se démarquent sur les marchés hors Québec
 - Une campagne de promotion et de sensibilisation à l'échelle de la province
- grâce à la participation du réseau des chambres de commerce du Québec et des organismes régionaux de promotion des exportations
 - Lancement de la 1^{re} conférence annuelle des gens d'affaires francophones au Canada
 - Participation à l'organisation de deux prix visant à positionner la francophonie comme un levier de croissance interprovincial : Prix en innovation et commercialisation Québec-Nouveau-Brunswick et Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie



LE MOIS DE PROMOTION DU COMMERCE INTERPROVINCIAL

Le *Mois de promotion du commerce interprovincial* a offert aux entreprises participantes une occasion privilégiée de rencontrer les chefs de poste lors d'une activité multisectorielle et de 4 activités sectorielles.

Les participants ont échangé sur les perspectives économiques et commerciales dans les autres provinces canadiennes, pris connaissance des règles d'or sur la façon d'y mener des affaires et les moyens efficaces pour y parvenir. En outre, les participants ont bénéficié de conseils avisés d'entreprises qui ont développé avec succès leurs activités dans les autres provinces.

Ce fut également une occasion de réunir les acteurs du milieu pour discuter des enjeux, facteurs de succès et solutions concrètes pour favoriser le renforcement des relations économiques entre les provinces.



ACTIVITÉ DE LANCEMENT MULTISECTORIELLE

Cette première activité multisectorielle a permis aux entreprises participantes d'en apprendre davantage sur les occasions d'affaires à travers le Canada et les avantages de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). Ainsi, les chefs de poste des Bureaux du Québec ont abordé les particularités propres aux marchés des autres provinces et territoires du Canada, discuté des secteurs à surveiller et donné quelques conseils sur les meilleures stratégies à adopter pour réussir ou redéfinir ses projets de développement de marché.

LE MARCHÉ DE L'AGROALIMENTAIRE AU CANADA

Les cheffes de poste des Bureaux du Québec au Canada ont échangé sur les multiples occasions d'affaires du secteur de l'agroalimentaire qui génère de fortes retombées économiques et s'affirme comme l'un des principaux leviers de la vitalité des territoires.



LE MARCHÉ DES BIENS DE CONSOMMATION AU CANADA

Les participants ont profité des connaissances et de l'expertise des cheffes de poste des Bureaux du Québec au Canada pour découvrir comment bien positionner leurs produits auprès des acheteurs canadiens des grandes chaînes de détaillants, ainsi que les occasions d'affaires au niveau des nombreuses catégories de produits tels que les meubles, l'habillement, les produits de soins et de beauté ou encore la quincaillerie.

LE MARCHÉ DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DU DIVERTISSEMENT AU CANADA

Des « Fintech » à Toronto, aux défis associés à la croissance du secteur des technologies numériques en Atlantique, en passant par les besoins permanents en matière de sécurité informatique, les cheffes de poste des Bureaux du Québec au Canada ont mis en lumière les occasions d'affaires offertes sur le marché canadien et s'affirme comme l'un des principaux leviers de la vitalité des territoires.



LE MARCHÉ DU TRANSPORT AU CANADA

De la demande croissante en matière d'électrification des transports en Colombie-Britannique, en passant par le secteur maritime en Nouvelle-Écosse et l'industrie automobile en Ontario, les chefs de poste des Bureaux du Québec au Canada ont brossé un portrait exhaustif des opportunités sur leurs territoires respectifs.

RÉSEAUTAGE ÉCLAIR

À la suite de chacune des activités, dans le cadre de séances de réseautage éclair, les entreprises intéressées ont eu le privilège de présenter leurs produits et services et d'échanger de façon personnalisée avec les chefs de poste des Bureaux du Québec au Canada, leurs attachés économiques, avec les conseillers d'Investissement Québec ainsi qu'avec les conseillers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), ou encore avec les représentants des organismes régionaux de promotion des exportations, sur leur stratégie de croissance sur le marché canadien.

Tout au long du **Mois de promotion du commerce interprovincial**, nous avons eu le plaisir de recevoir les intervenants suivants :



Hubert Bolduc
Président
Investissement Québec
International



Catherine Tadros
Cheffe de poste
Bureau du Québec à
Toronto



Maud-Andrée Lefebvre
Cheffe de poste
Bureau du Québec
dans les Provinces
atlantiques



Mario Lavoie
Chef de poste et
Conseiller spécial en
matière de Relations
canadiennes
Bureau du Québec à
Ottawa



Agnès Gagnon
Directrice, Export,
Marchés canadiens
Investissement Québec
International



**Marie-Andrée
Marquis**
Représentante du
commerce intérieur
Direction générale de la
politique commerciale
Ministère de l'Économie
et de l'Innovation



Sylvain Talbot
Conseiller en
développement de
marchés
Ministère de
l'Agriculture, des
Pêcheries et de
l'Alimentation du
Québec



Nadine Brassard
Présidente
Commerce
International Québec



René Vézina
Journaliste,
chroniqueur
économique et
rédacteur en chef du
magazine Montréal
économique



Roger Bergeron
Président
Fromagerie Bergeron



Vicky Boudreau
Chef de la direction et
partenaire fondatrice
Bicom



Mehdi Merai
Co-fondateur et
président-directeur
général
Dataperformers



**Emmanuelle de
Ramel**
Président
Représentante des
ventes
Noble Bean



**Aude St-Pierre-
Gagné**
Directrice des ventes et
conseillère technique
Ganterie BCL Ltée



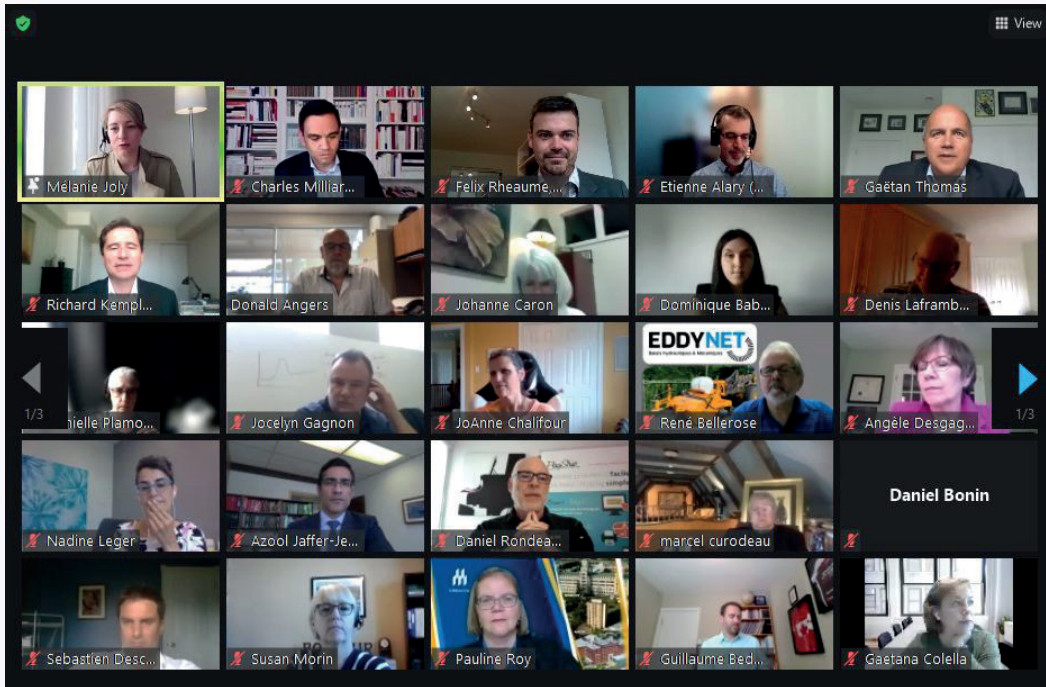
Jacques Gauthier
Vice-président,
Développement des
affaires
Upbrella Construction



Linda Timperio
Représentante
Industrie Century

CONFÉRENCE ANNUELLE DES GENS D’AFFAIRES FRANCOPHONES AU CANADA

En étroite collaboration avec la Fédération des gens d’affaires francophones de l’Ontario, le Conseil de développement économique de l’Alberta et le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, la FCCQ a mis en œuvre la 1^{re} conférence annuelle des gens d’affaires francophones au Canada



Les représentants des 4 organisations ont eu l’honneur d’échanger avec **Mélanie Joly**, ministre du Développement économique et des Langues officielles, sur la langue française au Canada et la volonté d’en faire un outil de développement économique puissant. En deuxième partie, les communautés d’affaires des 4 organisations ont pu échanger entre elles lors de tables tournantes virtuelles

PROGRAMME COREX

Découvrez-en davantage sur l'ensemble de nos outils au service de la communauté d'affaires du Québec!

- Les rediffusions de nos webinaires avec conseils d'experts et histoires à succès d'entrepreneurs d'ici
- 119 capsules Télé & Radio COREX tournées
- Intégration continue d'information de marché à caractère légal et fiscal pour une prise de décision stratégique
- 86 000 visionnements



Pour visiter le portail COREX et consulter les capsules : www.corexfccq.com



Événements sectoriels

En plus de ses RV Affaires et RV politiques, la FCCQ a innové cette année en présentant différents webinaires thématiques portant sur de grands secteurs de l'économie québécoise. Ce fut également l'occasion de dévoiler des études d'impact sur différents enjeux.

Webinaire



Kathy Baig, Ing., MBA, ASC, DHC
Ordre des ingénieurs du Québec





Charles Milliard
FCCQ



67

Le 26 avril, l'Ordre des ingénieurs du Québec a choisi la tribune de la FCCQ pour lancer leur étude socioéconomique « **Profil de l'ingénieur d'aujourd'hui et de demain** ». Charles Milliard a alors eu le plaisir d'animer une discussion avec la présidente de l'OIQ, Mme Kathy Baig.

LES **RV** HORS-SÉRIE VIRTUELS



L'avenir de la forêt et du bois

Industrie forestière et construction en bois : comment assurer une croissance durable après la crise de la COVID-19? Pour en discuter, nous avons reçu le 10 mai dernier Jean-François Samray, Président-directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), Michel Vincent, économiste au CIFQ, ainsi qu'un panel représentant des entreprises de la filière du bois, tant en production qu'en transformation, en génie et en architecture

Les enjeux de cybersécurité sont de plus en plus présents dans notre quotidien. Pour aborder les cybermenaces qui planent sur les différentes organisations, nous avons eu la chance de recevoir le 31 mai dernier, M. Alan Bernardi, directeur principal, innovation et services de cybersécurité chez *In-Sec-M*, le centre d'excellence numérique financé par le gouvernement du Québec.



68



Le 17 juin, nous avons tenu une journée sur le thème de l'intelligence artificielle, présentée par Scale AI. Une occasion de participer à 4 panels thématiques sur des applications concrètes de l'intelligence artificielle (IA) au sein d'entreprises opérant au Québec!

Bâtir un capital de confiance



Le 22 juin, nous avons lancé, en collaboration avec BMO, l'étude ***Bâtir un capital de confiance : Réflexion sur les relations économiques entre Québécois et Autochtones et recommandations pour les accroître.*** Pour l'occasion, nous avons reçu des invités de renoms pour discuter de ce sujet, dont le très honorable Paul Martin, Premier ministre du Canada 2003-2006 et Fondateur de l'Initiative de la Famille Martin, Ghislain Picard, Chef de l'APNQL, l'entrepreneure Mélanie Paul, Présidente d'Inukshuk Synergie et Coprésidente de Akua Nature, ainsi que Geoffrey Kelley, ancien ministre responsable des Affaires autochtones et Négociateur du gouvernement du Québec avec la communauté mohawk de Kahnawake.

69

Dans le cadre de nos événements sectoriels, nous avons également tenu une série de deux webinaires avec l'Institut du Québec, présentée par Hydro-Québec. Merci à Mia Homsy, Directrice générale, et Jean-Guy Côté, qui occupait alors le poste de Directeur associé à l'IdQ.



ID Institut
du Québec

Mia Homsy
Directrice générale
Institut du Québec (IDQ)

SOUTIEN AU RÉSEAU

MES ACHATS À QUELQUES PAS



Afin de soutenir les petites entreprises de la province, la FCCQ, grâce au financement d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), a lancé en juin 2021 un programme national d'achat local. Ce programme intitulé Mes achats à quelques pas/ My store next door consiste à mettre de l'avant l'achat chez les commerçants du coin. Des fonds sont disponibles pour les chambres de commerce et les regroupements de marchands à travers le Québec afin de soutenir des initiatives encourageant les achats de proximité. Le financement sert à supporter de nouvelles initiatives pour encourager l'achat local sur votre territoire ou pour améliorer des initiatives existantes. En tout, une enveloppe de 6,5 millions de dollars répartis parmi les 17 régions administratives est distribuée parmi les chambres de commerce et/ou associations de marchands qui ont déposé un projet. La campagne se termine le 31 décembre 2021.

70

DEUXIÈME ÉDITION : LA GRANDE TOURNÉE MANUFACTURIÈRE DES CHAMBRES DE COMMERCE



En mars 2021, la FCCQ a lancé la 2^e édition de la grande tournée manufacturière des chambres de commerce, sous le thème « *L'ère des transitions* », **douze transitions qui changeront irrémédiablement le visage du secteur manufacturier québécois**. Organisée en collaboration avec son réseau des chambres et présentée par Synchronex, le réseau des centres collégiaux de transfert de technologies et de pratiques sociales novatrices (les CCTT), la grande tournée manufacturière a offert un outil supplémentaire pour épauler les entreprises du secteur manufacturier.

Animées par Louis J. Duhamel, conseiller stratégique chez Deloitte et président sortant du Comité manufacturier, innovation et exportation de la FCCQ, et Antoine Audy-Julien, stratège d'affaires chez Deloitte, cette série de 11 événements virtuels a permis à la communauté d'affaires du Québec d'entendre et d'échanger sur les éventuels impacts et conséquences de ces nouvelles transitions sur les entreprises de fabrication québécoises.

➔ [Revoir les webinaires](#)

EN MOUVEMENT POUR LA RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

71



Dans le cadre du 120^e anniversaire du Mouvement Desjardins et à l'aube de la relance économique du Québec, la FCCQ et le Mouvement Desjardins se sont associés pour lancer la tournée *En Mouvement pour la relance socioéconomique*. Au cours de l'automne, 10 rendez-vous virtuels ont rassemblé plus de 80 chambres de commerce de partout au Québec dans l'objectif d'échanger avec les acteurs du terrain sur les réalités régionales qui ont permis d'appuyer les discussions sur des données et perspectives récentes pour chaque milieu visité. Plus de 2 500 participants ont pris part à ces rencontres.

➔ [Revoir les webinaires](https://www.youtube.com/watch?v=G-zJQDBrGZs)
<https://www.youtube.com/watch?v=G-zJQDBrGZs>

DEUX GALAS DES CHAMBRES DE COMMERCE



Au cours de l'année 2020-2021, ce ne sont pas un, mais deux galas reconnaissances qui se sont tenus pour mettre à l'honneur les bénévoles, employés et chambres de commerce qui se sont distingués dans différentes catégories.

Pour l'édition du 19 novembre 2020, présenté par le Régime d'assurance collective des chambres de commerce (RACCC), voici la liste des récipiendaires dans cinq catégories :



Catégorie Projet innovant

Chambre de commerce de Sept-Îles Uashat Mak Mani-utenam



Catégorie Hommage au bénévolat – Prix Arthur P. Earle

Johanne Hinse, Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières



Catégorie Leadership – Prix Jean-Paul Létourneau

Maurice Quesnel, Chambre de commerce
Baie-des Chaleurs



Catégorie Chambre de commerce de l'année Petite chambre – de 200 membres

Chambre de commerce et d'entrepreneuriat
des Sources



Catégorie Chambre de commerce de l'année Grande chambre + de 200 membres

Chambre de commerce et d'industrie de
Sherbrooke



Toujours présenté par le Régime d'assurance collective des chambres de commerce (RACCC), ce sont sept prix qui ont été décernés le 20 mai 2021. Pour la première fois, un prix « développement durable » a été attribué à une chambre de commerce qui a mis en place des pratiques d'affaires responsables à l'interne ou une initiative qui respecte l'environnement à destination de sa communauté d'affaires.

Voici les lauréats du gala des chambres de commerce 2021 :



Catégorie Hommage au bénévolat – Prix Arthur P. Earle

Gérald Fournier, Chambre de commerce de Lévis



Catégorie Leadership – Prix Jean-Paul Létourneau

Hélène Paradis, Chambre de commerce de Val-d'Or



Catégorie Projet innovant

Chambre de commerce région de Mégantic



Catégorie Recrutement

Chambre de commerce région de Mégantic

75



Catégorie Développement durable

Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs



Catégorie Chambre de commerce de l'année Petite chambre – de 200 membres

Chambre de commerce de l'Est de Portneuf

76



Catégorie Chambre de commerce de l'année Grande chambre + de 200 membres

Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord

LA GRANDE RENCONTRE 2021

Autrefois appelée la Journée Réseau, La Grande Rencontre convie annuellement les employés permanents des chambres de commerce de partout au Québec à se réunir pour échanger sur les bonnes pratiques qui facilitent l'organisation et la gestion de leur chambre. Grâce au support du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes et en partenariat avec la Chambre de commerce de l'Atlantique et la Fédération des gens d'affaires de l'Ontario, nous avons été en mesure d'innover cette année en rendant cet événement accessible aux permanents de chambres de commerce francophones du reste du Canada. C'est d'ailleurs la ministre Sonia Lebel qui a prononcé l'allocution d'ouverture de cette journée du 20 mai. Au programme, pas moins de huit activités, ateliers et conférences destinés aux employés de chambres de commerce.

En collaboration avec Les Offices Jeunesses Internationaux du Québec, La Grande Rencontre a d'abord débuté le 19 mai avec une activité de speed dating entre mentors-entrepreneurs ou mentors-experts et jeunes entrepreneurs qui souhaitent développer leur entreprise au-delà des frontières de leurs provinces.

Les mentors :

		
<p>Pierre Martin Attaché économique et commercial Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques</p>	<p>Vicky Jodry Vice-présidente Ola Bamboo</p>	<p>Sébastien Fiset Président et cofondateur Cookie Bluff</p>
		
<p>Camille Derelle Aubut Directrice générale et fondatrice Touriscope</p>	<p>Andréa Gomez Directrice générale et cofondatrice Omy Laboratoires</p>	<p>Julien Morin Chef et fondateur La Morin</p>




Le 20 mai, les représentants des chambres de commerce ont pu participer à l'un des deux ateliers sur le thème 60 idées en 60 minutes pour échanger sur de nouvelles idées de financement ou d'activités pour leurs chambres respectives. Ils ont aussi eu l'occasion de réfléchir sur les freins aux changements lors de séances de codéveloppement et d'approfondir sur la chambre de commerce du futur lors d'ateliers collaboratifs. Enfin, Jean-Marc Léger, président et cofondateur de Léger Marketing a présenté une étude jeunesse intitulée Comprendre les milléniaux et la génération Z, étude à laquelle quatre Zilléniaux ont pu réagir lors d'un panel animé par Pierre Graff, Président-directeur général du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec. Cette activité a précédé le déjeuner-causerie avec Geneviève Desautels d'Amplio Stratégies qui a présenté aux employés de chambres de commerce sa vision du leadership authentique.



78



LE MANUEL DES PERMANENTS DE CHAMBRES DE COMMERCE

C'est dans le cadre de La Grande Rencontre que l'équipe du réseau a dévoilé le tant attendu Manuel des permanents de chambres de commerce. Ce manuel a été conçu afin d'épauler les employés du réseau dans leurs rôles respectifs. Il s'agit d'un document de base qui regroupe quelques-unes des meilleures pratiques de gestion d'une chambre. Parmi les thèmes couverts : Qu'est-ce qu'une chambre de commerce?

Son rôle, sa mission, ses objectifs, pourquoi être membre d'une chambre de commerce, les ailes jeunesse et comités de relève, le recrutement des membres, la planification stratégique, la gouvernance, le rôle et les responsabilités de la permanence, les communications et les affaires publiques, les partenariats, le programme d'accréditation des chambres de commerce, et bien d'autres.



79

WEBINAIRES

La FCCQ ne ménage aucun effort pour appuyer les dirigeants des chambres de commerce dans leurs fonctions. Ainsi, plusieurs fois par année, des webinaires d'information sont organisés soit avec nos partenaires pour présenter les nouveautés sur les avantages aux membres, ou sur des thèmes porteurs en lien avec les rôles et responsabilités d'employés ou d'administrateurs de chambres de commerce. En 2020-2021, des webinaires se sont tenus sur les thèmes suivants :

- **Global Payments – Desjardins** (avantage commercial pour les membres)

- **Les Offices Jeunesse Internationaux du Québec** : « Un puissant outil d'éducation et d'employabilité ouvert sur le monde »
- **Collège des Administrateurs de Société** : « Administrateurs de chambres de commerce : déjouez l'incertitude face à la reprise »
- **In-Sec-M**, le centre d'excellence numérique financé par le gouvernement du Québec : « Cybersécurité des entreprises »
- **Commissaire au lobbyisme du Québec** : « Miser sur la transparence. Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme »

RENCONTRES TRIMESTRIELLES AVEC LE PDG

Environ à tous les trois mois, les dirigeants de chambres de commerce ont été invités à échanger avec Charles Milliard et d'autres collègues de la Fédération pour faire une

mise à jour sur certains dossiers, répondre à des questions, discuter d'enjeux qui les préoccupent et partager certaines bonnes pratiques dans le réseau.

LANCEMENT DES #LUNDDI DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA FCCQ

À la Fédération de chambres de commerce du Québec, nous avons à cœur de mettre en lumière des pratiques inspirantes pour notre communauté d'affaires. Lancés en février 2021, les LunDDi du développement durable

ont pour objectif de mettre de l'avant sur nos réseaux sociaux une initiative verte et écoresponsable mise en place par l'une de nos chambres de commerce ou entreprises membres.

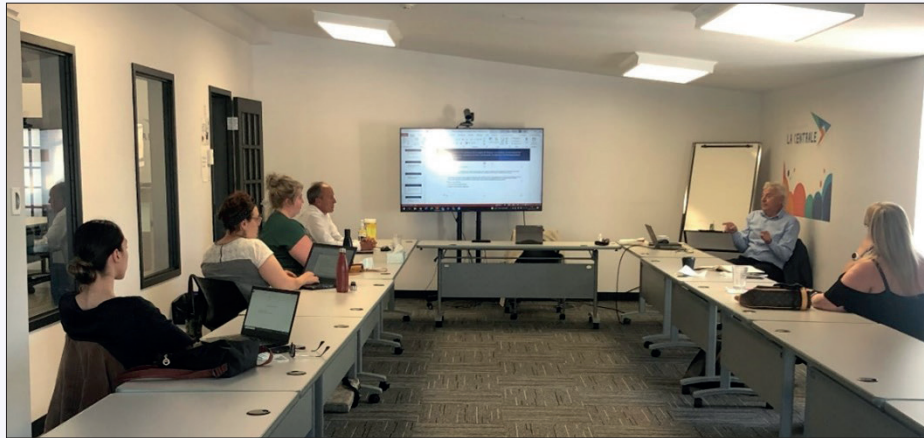
80



À LA RENCONTRE DE NOS MEMBRES

L'assouplissement de certaines règles sanitaires nous aura permis de reprendre la route pour aller à la rencontre de nos membres affiliés. C'est ainsi que nous nous sommes notamment déplacés dans le Bas-Saint-Laurent pour une rencontre de travail

avec le conseil d'administration et le directeur général de la Chambre de commerce de la région de Matane (C.A. de la Chambre de commerce de la région de Matane et Frank Chevillard, directeur général de la Chambre de commerce de la Région de Matane).



81

ATELIERS D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'ACCRÉDITATION DES CHAMBRES DE COMMERCE

À l'hiver 2021, la FCCQ a offert des ateliers d'information pour les chambres de commerce désirant obtenir l'accréditation du **Conseil d'accréditation des chambres du Canada**.

Ce programme d'accréditation permet à une chambre de commerce de s'assurer qu'elle a mis en place les processus administratifs de même que des procédures internes qui lui permettront d'afficher que cette chambre de commerce opère selon les standards les plus élevés au niveau de l'industrie.

En tout, dix-sept chambres ont participé au processus qui comprenait une rencontre informative et trois sessions traitant des trois piliers : organisation/gouvernance, politiques/défense des intérêts des membres et programmes/services aux membres.

Les chambres nouvellement accréditées sont reconnues à l'Assemblée générale annuelle de la Chambre de commerce du Canada et à l'AGA de la FCCQ.

Concours Les Mercuriades

Lancé il y a maintenant 40 ans, le concours *Les Mercuriades* a pour vocation de souligner le dynamisme des entreprises québécoises qui contribuent chaque jour à la croissance et à la prospérité économique du Québec. Ce prestigieux concours d'affaires organisé par la FCCQ est non seulement synonyme de réussite, mais honore également la performance et l'innovation. Chaque année, il permet ainsi de mettre en lumière ces entreprises et femmes d'affaires d'exception au rôle si indispensable à la richesse et à la prospérité économique du Québec.

PME, grandes entreprises et entrepreneuses ont ainsi déposé leur candidature dans l'une des 16 catégories du concours pour tenter de remporter l'un des convoités Mercure.

PHASE 1 - MISES EN CANDIDATURES

128 dossiers reçus :

87 PME

41 Grandes entreprises

82

PHASE 2 – FINALISTES

Les finalistes du plus prestigieux concours d'affaires Les Mercuriades ont été dévoilés le 26 mars 2021. L'événement était diffusé en direct sur Facebook (5 900 vues) et YouTube (1778 vues).

89 finalistes

Découvrez les finalistes du concours Les Mercuriades 2021

[➔ https://www.youtube.com/playlist?list=PLXnBS0WvFQfKGKuG8g2ZjNmbZFPt3wpYK](https://www.youtube.com/playlist?list=PLXnBS0WvFQfKGKuG8g2ZjNmbZFPt3wpYK)

Accroissement de la productivité Lowe's Canada	Grande entreprise	Aki Sushi
	Grande entreprise	QSL
	PME	Lanauco
	PME	Lobe
	PME	Menthes Rito

Contribution au développement économique et régional	Grande entreprise	Fonderie Horne, une compagnie Glencore
	Grande entreprise	TELUS
	PME	Accès Location +
	PME	Kefiplant
	PME	Rafale Sélection Contact

Innovation technologique TELUS	Grande entreprise	Groupe Vision New Look
	Grande entreprise	QSL
	PME	Dimonoff
	PME	GHGSat
	PME	NOVO

Développement des marchés internationaux EDC	Grande entreprise	Alithya
	Grande entreprise	Pélican International
	PME	Le Groupe Flex
	PME	Osedeo
	PME	Squeeze Studio Animation
	PME	Tornatech

Employeur de l'année Banque Nationale	Grande entreprise	Groupe Morneau
	Grande entreprise	Sandoz Canada
	PME	Les Fibres De Verre Rioux
	PME	MEDIAL Conseil Santé Sécurité
	PME	Osedeo
	PME	Produits Neptune

Engagement dans la collectivité Sollio Groupe Coopératif	Grande entreprise	Cogeco Connexion
	Grande entreprise	Dessercom
	Grande entreprise	Olymel SEC
	PME	La Tablee des Chefs
	PME	Talsom
	PME	VALIN Confection

Entrepreneuriat Raymond Chabot Grant Thornton	Grande entreprise	Groupe Morneau
	Grande entreprise	Medicom
	Grande entreprise	Pélican International
	PME	Christie Innomed
	PME	Forage CBF
	PME	R2i

Formation et développement de la main-d'œuvre CN	Grande entreprise	Hatch
	Grande entreprise	Roy.
	PME	Normandin
	PME	Produits Neptune
	PME	Vertical Solutions

L'excellence en français	Grande entreprise	Cégep de Rivière-du-Loup
	PME	Affordance Studio
	PME	Clinique MultiSens

Innovation industrielle Investissement Québec-CRIQ	Grande entreprise	Bridgestone Canada
	Grande entreprise	Fonderie Horne, une compagnie Glencore
	PME	Aliments Prémont
	PME	Menthes Rito
	PME	Openmind Technologies
	PME	Remorques Apogée

Santé et sécurité au travail	Grande entreprise	Bombardier
	Grande entreprise	Minerai de fer Québec
	PME	Les Fibres De Verre Rioux
	PME	Normandin

Start-Up RBC Banque Royale	PME	Biotero
	PME	Bonjour Résidences
	PME	Cookie Bluff
	PME	UEAT

86

Stratégie d'affaires à succès Ordre des CPA du Québec	Grande entreprise	Alimentation Couche-Tard
	Grande entreprise	Alithya
	Grande entreprise	Groupe Vision New Look
	Grande entreprise	Medicom
	Grande entreprise	Studios Keywords
	PME	Icentia
	PME	Lion Électrique
	PME	R2i
	PME	Service Traiteur Buffet Accès Emploi

Stratégie de développement durable Desjardins	Grande entreprise	Bridgestone Canada
	Grande entreprise	Minerai de fer Québec
	PME	Hôpital Vétérinaire de l'Ornière
	PME	Minière Osisko
	PME	Tourisme Montréal

Leadership, Femme d'exception Sun Life	Grande entreprise	Karine Matteau Sandoz Canada
	Grande entreprise	Georgia Psarras Transdev
	Grande entreprise	Chantal Deschamps Ville de Repentigny
	PME	Anie Perrault BIOQuébec
	PME	Annie Hardy Boutique Belles de nuit Belles de jour & Clinique Ajustez-moi
	PME	Chantale Houle Kefiplant
	PME	Isabelle Lord Lord Communication managériale
PME	Monique Savoie Société des arts technologiques (SAT)	

Relève, Femme d'exception BMO	Grande entreprise	Marie-Claude Drouin Cogeco Connexion
	Grande entreprise	Marie Pier Germain Germain Hôtels
	PME	Maxie LaFleur Bus.com
	PME	Emilie Poirier MixoWeb
	PME	Ivana Markovic Osedeia
	PME	Béatrice Robichaud Panthera Dental

PHASE 3 – LAURÉATS

UNE SOIRÉE DE GALA OÙ BRILLE L'EXCELLENCE DE NOS ENTREPRISES

Plus de 2 296 personnes étaient réunies en direct afin d'applaudir les entreprises québécoises et leurs équipes, reconnaissant leurs succès et leurs ambitions, lors du dévoilement des lauréats de la 41^e édition de la soirée de gala du concours *Les Mercuriades*, le 29 avril 2021.

33 lauréats :

Revoir le Gala en ligne
<https://youtu.be/JuFZ3bX-amU>

Découvrez les lauréats du concours Les Mercuriades 2021
https://youtube.com/playlist?list=PLXnBSOWvFQfJzkrPRN5o_kmOZGCuwKTE1

Entreprise de l'année Hydro-Québec	Grande entreprise	PELICAN INTERNATIONAL
	PME	GHGSAT
Accroissement de la productivité Lowe's Canada	Grande entreprise	QSL
	PME	LANAUCO
Contribution au développement économique et régional Énergir	Grande entreprise	TELUS
	PME	KEFIPLANT
Innovation technologique TELUS	Grande entreprise	GROUPE VISION NEW LOOK
	PME	GHGSAT
Développement des marchés internationaux EDC	Grande entreprise	PELICAN INTERNATIONAL
	PME	TORNATECH
Employeur de l'année Banque Nationale	Grande entreprise	SANDOZ CANADA
	PME	OSEDEA
Engagement dans la collectivité Sollio Groupe Coopératif	Grande entreprise	COGECO CONNEXION
	PME	LA TABLÉE DES CHEFS
Entrepreneuriat Raymond Chabot Grant Thornton	Grande entreprise	MEDICOM
	PME	CHRISTIE INNOMED

Formation et développement de la main-d'œuvre CN	Grande entreprise	HATCH
	PME	PRODUITS NEPTUNE
L'excellence en français	Grande entreprise	CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
	PME	AFFORDANCE STUDIO
Innovation industrielle Investissement Québec-CRIQ	Grande entreprise	FONDERIE HORNE, UNE COMPAGNIE GLENCORE
	PME	MENTHES RITO
Santé et sécurité du travail	Grande entreprise	BOMBARDIER
	PME	LES FIBRES DE VERRE RIOUX
Start-Up RBC Banque Royale	PME	COOKIE BLUFF
Stratégie d'affaires à succès Ordre des CPA du Québec	Grande entreprise	ALIMENTATION COUCHE-TARD
	PME	ICENTIA
Stratégie de développement durable Desjardins	Grande entreprise	BRIDGESTONE CANADA
	PME	MINIÈRE OSISKO
Leadership, Femme d'exception Sun Life	Grande entreprise	KARINE MATTEAU Sandoz Canada
	PME	MONIQUE SAVOIE Société des arts technologiques (SAT)
Relève, Femme d'exception	Grande entreprise	MARIE-CLAUDE DROUIN Cogeco Communications
	PME	BÉATRICE ROBICHAUD Panthera Dental



JURY

Parmi les très nombreuses candidatures reçues, la firme BDO Canada « évaluateurs officiels du concours » a procédé à une analyse rigoureuse des dossiers. La sélection des finalistes et lauréats a ensuite été effectuée par un jury présidé par Alain Dubuc, professeur associé, HEC Montréal. Ce jury de sept membres d'expérience était composé d'entrepreneurs et de représentants du milieu des affaires, des technologies et de l'éducation.



De gauche à droite et de haut en bas :

Alain Dubuc, professeur associé, HEC Montréal (président du Jury), Marc-André Bovet, président-fondateur, BONE Structure, Louis Clément, associé, Miller Thomson, Stéphanie Huot, directrice générale, Groupe Huot Aviation, Groupe Huot, Valérie Parent, coach exécutive, COh Leadership, Martine St-Victor, fondatrice, Milagro Atelier de Relations Publiques, Jacques Viens, directeur de cabinet et vice-recteur adjoint, Université de Sherbrooke

PARTENAIRES

La FCCQ remercie l'ensemble de ses partenaires pour leur soutien au rayonnement de ses activités et à sa mission de formation et d'information.

ACTIVITÉS EXCLUSIVES AUX MEMBRES

RV AFFAIRES

Par ses RV Affaires, la FCCQ convie ses membres à entendre les décideurs de la communauté d'affaires dans un contexte informel. Ceux-ci se prononcent sur les défis économiques, sociaux et politiques de l'heure favorisant le partage d'idées. Dans le contexte de pandémie COVID-19, les RV Affaires se sont déroulés en ligne et en direct, sous forme de webinaire.

Présenté par :



10 RV AFFAIRES :
736 PARTICIPANTS

91



1.

1^{er} septembre 2020
Nadine Renaud-Tinker
Présidente, Direction du
Québec, RBC Banque Royale :
*Se réinventer dans un monde
en changement*



2.

6 octobre 2020
Gaétan Morin
Président et chef de la
direction, Fonds de solidarité
FTQ : *S'investir pour une
meilleure société*



21 octobre 2020
Cynthia Garneau
 Présidente et chef de la direction, VIA Rail Canada : *VIA Rail : Modernisation et développement durable*

3.



26 octobre 2020
Catherine Dagenais
 Présidente et chef de la direction, Société des alcools du Québec : *Une SAQ performante, forte et tournée vers l'avenir*

4.



10 novembre 2020
Guy LeBlanc
 Président-directeur général, Investissement Québec : *Le nouvel IQ, le principal moyen d'action du gouvernement sur le terrain, autant en région qu'à l'international, pour appuyer l'investissement, l'innovation technologique et la croissance des entreprises*

5.



25 novembre 2020
Éric Lachance
 Président et chef de la direction, Énergir : *Une relance verte : la vision 2030-2050 d'Énergir*

6.

92



7 décembre 2020
Patrick Decostre
 Président et chef de la direction de Boralex : *Boralex : réunir toutes les forces pour réussir la transition énergétique*

7.



14 avril 2021
Sophie Brochu
 Présidente-directrice générale d'Hydro-Québec : *Mettons notre énergie en commun pour rendre possibles les ambitions collectives du Québec*

8.



18 mai 2021
Jacques Goulet
 Président, Sun Life Canada : *Mettre la santé mentale au cœur de sa stratégie d'affaires : un devoir pour nos dirigeants*

9.



21 juin 2021
Yves Desjardins-Siciliano
 Président-directeur général de Siemens Mobility au Canada : *Les Québécois méritent le meilleur en termes de transport collectif*

10.

ACTIVITÉS EXCLUSIVES AUX MEMBRES

RV POLITIQUES

Les RV Politiques permettent aux membres de la FCCQ de rencontrer les leaders du monde politique provincial et fédéral. Ceux-ci présentent leur vision de l'économie québécoise et échangent leur point de vue avec les participants, dans un contexte informel. Dans le contexte de pandémie COVID-19, les RV Politiques se sont déroulés en ligne et en direct, sous forme de webinaire.

Présenté par :



**Raymond Chabot
Grant Thornton**

L'instinct de la croissance^{MC}

**13 RV POLITIQUES :
1 474 PARTICIPANTS**



1.

2 octobre 2020
Pierre Fitzgibbon
Ministre de l'Économie et de l'Innovation, ministre responsable de la région de Lanaudière : *Le bilan économique de mi-mandat*



2.

19 octobre 2020
Jean Boulet
Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale : *Le marché du travail en transformation*



3.

30 octobre 2020
Christian Dubé
Ministre de la Santé et des Services sociaux : *Mesures gouvernementales en santé publique et les impacts pour les entreprises*



4.

20 novembre 2020
Lionel Carmant
Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux : *TI et accès aux soins de santé*



15 décembre 2020
Jonatan Julien
 Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
 Circonscription : *L'agriculture : un moteur de la durabilité et de la reprise économique*

5.



22 janvier 2021
L'honorable Marie-Claude Bibeau
 Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
 Circonscription : *L'agriculture : un moteur de la durabilité et de la reprise économique*

6.



12 mars 2021
L'honorable Erin O'Toole
 Chef de l'Opposition officielle et Chef du Parti conservateur du Canada : *Protégeons notre avenir!*

7.



16 mars 2021
Nadine Girault
 Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et ministre responsable de la région des Laurentides : *Vision Internationale du Québec : Le Québec : fier et en affaires partout dans le monde! Un an après*

8.



8 avril 2021
Lucie Lecours
 Ministre déléguée à l'Économie : *L'importance stratégique des PME pour le développement économique du Québec*

9.



19 avril 2021
Eric Girard
 Ministre des Finances du Québec : *Le Budget du Québec 2021-2022*

10.



22 avril 2021
L'honorable Chrystia Freeland
 Vice-première ministre et ministre des Finances : *Retour sur le budget fédéral*

11.



1^{er} juin 2021
L'honorable Yves-François Blanchet
 Chef du Bloc Québécois et député de Belœil-Chambly : *L'heureux mariage de l'écologie et l'économie*

13.



23 avril 2021
Eric Caire
 Ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels, leader parlementaire adjoint du gouvernement et député de La Peltrie : *Protection des données, transformation numérique gouvernementale et projet de loi 64 : défis et opportunités pour les entreprises*

12.

PRIX MAURICE-POLLACK 2020

Le **Prix Maurice-Pollack** vise à souligner les actions exceptionnelles d'une entreprise en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle. Fruit d'une collaboration entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et la Fédération des Chambres de Commerce du Québec (FCCQ), le prix est décerné chaque année à une entreprise ou une organisation québécoise qui se démarque dans son engagement à favoriser la diversité ethnoculturelle, que ce soit par son modèle de dotation, sa stratégie d'affaires ou les valeurs dont elle fait la promotion.



**Votre entreprise est-elle
engagée en matière de
Diversité ethnoculturelle ?**

**Déposez votre candidature dès maintenant au
prix Maurice-Pollack !**

Date limite, vendredi le 11 septembre 2020, 16h

Avec la participation financière de :


95

DES ENTREPRISES QUI ONT LA DIVERSITÉ À CŒUR

20 dossiers reçus :

15 PME

5 Grandes entreprises

Finalistes	Petites et moyennes entreprises	Humanov.is
		Les Industries Cendrex inc.
		Shalwin inc.
	Grandes entreprises	BMO
		Cofomo
		Olymel

Lauréats	Petites et moyennes entreprises	Les Industries Cendrex inc.
	Grandes entreprises	Olymel

Revoir le dévoilement des lauréats

[➔ https://www.facebook.com/mifiquebec/videos/1215797982139917](https://www.facebook.com/mifiquebec/videos/1215797982139917)

Jury :

En 2020, le jury du prix Maurice-Pollack était composé :

- Nisrin Al Yahya, Directrice générale du CREMCv et Présidente Comité Consultatif Personnes immigrantes – CCPI
- Christophe Berthet, Directeur Général IMMIGRANT QUÉBEC
- Brigitte Lavallée, B. Sc., MGP, CRHA, formatrice agréée
- Doudou SOW, Consultant-formateur en intégration professionnelle et gestion de la diversité de Cabinet Destination Intégration Professionnelle
- Delcie Belance, Conseillère en politiques et programmes du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration

LES PROJETS

PLATEFORME PRATIQUES RH

La plateforme Pratiques RH a été lancée par la FCCQ au mois d'octobre 2020 et a pour objectif de vous accompagner dans la gestion de vos ressources humaines. Pratiques RH, entièrement gratuite et accessible à tous, se veut un espace interactif de partage, des outils et des services pour que les gestionnaires et dirigeants d'entreprise trouvent des solutions et améliorent la performance de leur équipe. Elle se veut également un répertoire d'expériences d'employeurs permettant ainsi de faire rayonner les pratiques et innovations mises en place au sein des organisations québécoises et vous inspirer en la matière.

Cette initiative s'adresse plus particulièrement aux gestionnaires et dirigeants d'entreprise issus des PME québécoises qui n'ont pas nécessairement une ressource dédiée à la gestion de leurs ressources humaines.

En date du mois de juillet 2021, la plateforme comptabilisait déjà près de **20 000 utilisateurs** et plus de **700 abonnés à son infolettre**, en plus de compter plus de **30 000 pages vues** et **7 thèmes** en lien avec l'actualité RH. De plus, **6 activités webinaires** portant sur différents sujets RH ont été réalisées, comptabilisant ainsi plus de **500 participants** et près de **850 visionnements**.

Abonnez-vous à la page www.pratiquesrh.com pour ne rien manquer de l'actualité RH et identifier des pistes de solutions à vos enjeux de main-d'œuvre.



COORDINATION DU RECRUTEMENT DES REPRÉSENTANTS EMPLOYEURS

Depuis quelques années, la FCCQ est responsable de la coordination du recrutement des **102 représentants** employeurs siégeant sur l'ensemble des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT). Tout au long de l'année, le réseau patronal recherche activement des candidats engagés pour représenter le secteur des employeurs et contribuer à définir la problématique du marché du travail de leur région respective. De plus, l'objectif est de participer à l'élaboration du plan d'action régional et d'identifier des stratégies en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

Par ailleurs, depuis le 15 juin 2020, des postes de représentant employeur sont également à combler au sein du nouveau système de gouvernance scolaire. Les commissions scolaires francophones sont désormais des centres de services scolaires et sont à la recherche de personnes qui veilleront à ce que l'élève soit placé au cœur de chaque décision prise pour sa réussite éducative. Impliquez-vous pour assurer des décisions justes et équitables!

Pour plus d'information et consultez les postes actuellement vacants, contactez marika.halleperry@fccq.ca

PACME (VOLET PROMOTEUR COLLECTIF)

Dans le cadre du *Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME–COVID-19)* volet promoteur collectif, clôturé en décembre 2020, la FCCQ a offert à son réseau de membres et de chambres de commerce quatre différentes activités de formation pour le maintien en emploi et l'adaptation de leur organisation face à la pandémie du COVID-19. Au total, ce sont **187 participants** répartis sur **82 entreprises** qui ont eu l'opportunité de suivre l'une des formations proposées.

UN EMPLOI EN SOL QUÉBÉCOIS

Le programme *Un emploi en sol québécois* est une initiative de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) financée par le gouvernement du Québec. Appuyé par 35 chambres de commerce présentes dans les différentes municipalités des régions ciblées, le déploiement des activités prévues au programme se fait en concertation avec les organismes communautaires spécialisés dans l'accompagnement des personnes immigrantes ainsi qu'avec les instances régionales de Services Québec. Le programme favorise le recrutement de personnes immigrantes au Québec dans un emploi durable par les entreprises établies en région. Des activités en ligne et des outils de découverte des milieux de vie sont offerts gratuitement aux personnes immigrantes participantes. Les employeurs des régions ciblées peuvent accéder plus facilement au bassin de candidats provenant de l'immigration récente en affichant gratuitement leurs postes disponibles dans une plateforme de maillage dédiée à l'identification des profils pertinents dans la base de données de candidats du programme.

98



Le programme a effectué une 4^e année d'opération en 2020 – 2021. Le virage au « tout numérique », effectué dans un contexte pandémique, a permis la consolidation des activités autour des rencontres exploratoires en ligne permettant aux entreprises et aux candidats de pouvoir faire plus de contacts sur une même rencontre exploratoire.

Sur la période 2020-2021, on dénombre près de **1000 entreprises** et **850 candidats** inscrits au programme, environ **44 activités** tenues, **1649 préqualifications** effectuées par l'équipe des conseillers, et **170 entretiens** exploratoires organisés.

PHASE PRÉLIMINAIRE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE DES PME

Financée par le Centre des compétences futures (CCF), cette initiative initialement prévue de mars à juillet 2020, a été prolongée jusqu'en décembre. Pendant l'extension, les activités du projet visaient à collecter des informations sur les besoins des entreprises en matière de développement des compétences. En ce sens, une série de groupes de discussion ont été organisés afin de réunir différents acteurs de l'écosystème du développement des compétences de la main-d'œuvre, ainsi que des représentants de différentes PME de la province. Ces groupes de travail ont permis de corroborer les besoins croissants des PME en matière de formation comme mécanisme d'adaptation aux processus évolutifs des différents secteurs industriels et du marché du travail.

De plus, la FCCQ a collaboré avec une équipe de chercheurs de l'Université de Montréal, la Chambre de Commerce de l'Ontario et le Diversity Institut de l'Université Ryerson afin de réaliser l'enquête « *Identifier et développer les compétences pour réussir* ». Celle-ci met en évidence, pour chaque secteur industriel, les besoins des entreprises en termes de compétences et les stratégies à élaborer pour les satisfaire. Les résultats de cette phase préliminaire ont permis à la FCCQ de définir une approche méthodologique adaptable aux petites et moyennes entreprises qui facilite l'identification et la priorisation des besoins réels en matière de développement des compétences.

PROJET DE PROMOTION DU FRANÇAIS COMME LANGUE DE TRAVAIL

À partir de janvier 2021, la FCCQ a commencé la mise en œuvre du projet de promotion du français comme langue de travail financé par l'Office québécois de la langue française (OQLF). Ce projet en deux volets s'inscrit dans le cadre du programme institutionnel de développement des compétences de la main-d'œuvre et vise à améliorer la qualité du français dans les PME ainsi que le développement des compétences linguistiques de leurs employés.

Durant la première phase du projet, l'équipe de travail a concentré ses efforts sur l'identification des axes fondamentaux de sensibilisation qui favoriseraient la mobilisation des entreprises pour établir des plans d'action visant à renforcer l'utilisation du français comme langue de travail et à faciliter le développement des compétences linguistiques de leurs employés. En ce sens, une approche pour faciliter l'identification des enjeux en matière de l'utilisation du français a été définie, permettant ainsi la planification de la stratégie de mise en œuvre du service qui sera offert par les conseillers aux entreprises du projet.

L'approche définie dans le cadre du projet de la promotion du français sera mise en œuvre à compter de l'automne 2021. Celle-ci vise une intervention auprès des PME des secteurs du commerce en gros, de pointe et numérique, ainsi que du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques dans les régions de Montréal, la Montérégie et Laval.

PROJET D'ACCOMPAGNEMENT AUX ENTREPRISES POUR FAVORISER L'ACCUEIL DE STAGIAIRES « ACCUEILLENZ UN STAGIAIRE »

Le projet *Accueillez un stagiaire* est une initiative innovante dans laquelle différents acteurs du développement économique à l'échelle fédérale et provinciale unissent leurs forces au profit des entreprises et des étudiants de niveau de formation postsecondaire.

Ce projet, financé par le gouvernement du Canada par le biais du Programme placements étudiants, promeut un travail de partenariat entre les Cégeps, les universités, les chambres de commerce locales, Aextra, l'alliance des centres-conseils en emploi et la FCCQ. Il vise à encourager les entreprises dans la création de nouvelles opportunités d'apprentissage intégré au travail afin de développer les compétences nécessaires à l'intégration des étudiants de niveau postsecondaire sur le marché de l'emploi.

De plus, le partenariat avec la Chambre de commerce de l'Ontario, également partenaire du gouvernement fédéral dans le cadre de leur projet « Talent opportunity program », permet d'offrir encore plus d'opportunités de stages aux étudiants québécois.

Au cours de la première année de ce projet, près de **4000 subventions salariales** d'un maximum de 7 500 \$ seront versées par la FCCQ auprès des employeurs québécois. Afin de mettre en œuvre un processus efficace, le projet bénéficiera de la collaboration de **18 chambres de commerce locales**, qui hébergeront **19 conseillers** aux entreprises et plus de **50 autres chambres locales** qui participeront à la promotion du programme.



LE CERCLE DES PARTENAIRES



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente du conseil d'administration	Stéphanie Trudeau	Énergir	Vice-présidente exécutive, Québec
Président sortant du Conseil	Jean-François Harel	Sollio Groupe Coopératif	Vice-président, Communications et Responsabilité sociale d'entreprise
Premier vice-président	Claude Breton	Banque Nationale du Canada	Premier vice-président et chef de la direction financière Finances, Trésorerie et Administration
Secrétaire-trésorier	Alain Leprohon	Mouvement Desjardins	Associée, Services de conseil
Vice-présidente	Louise Martel	Raymond Chabot Grant Thornton	Président et chef de la direction
Vice-président	Robert Dumas	Sun Life, Québec	Président
Vice-président	Marcel Curodeau	MEDIAL, Services-Conseils-SST	Vice-présidente affaires publiques et corporatives
Membre	Julie Cusson	Boralex	Vice-présidente Programmation et Relations avec les communautés
Membre réseau	Johanne Hinse	Cogeco Connexion	Vice-président exécutif et Chef de la direction des ressources humaines
Membre	Bernard Labelle	CGI	Vice-présidente exécutive, groupe - TransÉnergie et équipement
Membre	Claudine Bouchard	Hydro-Québec	Présidente, Associée
Membres réseau	Dominique Laverdure	Rouge Marketing / Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant	Vice-présidente principale, communication d'entreprise
Membre	Mirabel Paquette	Cabinet de relations publiques NATIONAL	Vice-Présidente, Communications externes & Affaires juridiques, réglementaires et publiques
Membre	Emmanuelle Toussaint	Divisions Prevost et Nova Bus	Président, Québec
Membre gouverneur	Claude Gagnon	BMO Banque de Montréal	Président-directeur général
Président-directeur général	Charles Milliard	FCCQ	

REPRÉSENTANTS SECTORIELS

Audit
Entrepreneuriat
Innovation
Éducation, formation et main-d'œuvre
Produits forestiers
Ressources naturelles
Technologies de l'information
Télécommunication
Transports

Christian Lapointe

Eric Dufour

Christian Noël

Michel Turner

Jean Majeau

Jean Quenneville

Alain Lavoie

Pierre Rodrigue

David Rheault

Associé | BDO Canadac

Vice-président, associé |
Raymond Chabot Grant
Thornton

Directeur, Développement
corporatif | Premier Tech Ltée

Directeur principal des
ressources humaines | Metro

Vice-président principal, Affaires
corporatives et communications
| Kruger

Directeur aux relations externes
| Rio Tinto Alcan

Président | Irosoft inc.

Vice-président, Affaires du
Québec | Bell

Premier directeur affaires
gouvernementales et relations
avec les collectivités | Air
Canada

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

Bas-Saint-Laurent

Capitale Nationale

Chaudière-Appalaches

Centre-du-Québec

Côte-Nord

Estrie

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Lanaudière

Laurentides

Mauricie

Montérégie-Est

Montérégie-Ouest

Saguenay-Lac-Saint-Jean

Non territoriale

Non territoriale

Nord-du-Québec

Outaouais

Montréal

Guillaume Sirois

Raphaël Dubois

François Lehouillier

Eric Leblanc

Gabriel Striganuk

Thomas Deshaies

Luc Leblanc

Claude Chartier

Maxime Laplante

Sylvie Francœur

Jocelyn Beaudoin

Pierjean Savard

Claude Brodeur

Salvador Paniagua

Michelle Blanc

Sylvain Bellisle

Mélanie Hotte

Jean-Philippe Alepins

REPRÉSENTANTS DES GRANDES CHAMBRES LOCALES

C. de C. et d'industrie Bois-Francs-Érable

C. de C. et d'industrie de Drummond

C. de C. de Gatineau

C. de C. et de l'industrie du Haut-Richelieu

C. de C. du Grand Joliette

C. de C. et d'industrie de Laval

C. de C. de Lévis

C. de C. et d'industrie Les Moulins

C. de C. et d'industrie de la Rive-Sud

C. de C. et d'industrie de Rouyn-Noranda

C. de C. et d'industrie Saguenay-Le Fjord

C. de C. de la Grande région de Saint-Hyacinthe

C. de C. et d'industrie de Sherbrooke

C. de C. et d'industrie de Thérèse-De Blainville

C. de C. de Val-d'Or

C. de C. du Montréal Métropolitain

C. de C. et d'industrie de Québec

Regroupement des jeunes chambres
de commerce du Québec

Robert Béliveau

Dominic Guévin

Stéphane Bisson

Mario Héroux

Marie Van Den Broek

Michel Rousseau

Marie-Josée Morency

Pierre Berthiaume

Alain Chevrier

David Lecours

Carl Laberge

Vincent Lainesse

Réjean Caouette

Luc Landry

Jérémi Fournier

Guy Jobin

Steeve Lavoie

Guillaume Dubreuil

ÉQUIPE PERMANENTE DE LA FCCQ

Direction générale

Charles Milliard | Président-directeur général

Nancy Bertrand | Adjointe exécutive au Président-directeur général

Affaires publiques et économiques

Philippe Noël | Directeur principal

Mathieu Lavigne | Conseiller principal

Audrey Langlois | Conseillère, Main-d'œuvre et Économie

Caroline Cantave | Coordinatrice administrative, comités de travail

Charles Vaillancourt | Économiste

Communications

Félix Rhéaume | Directeur principal communications et relations externes

Julia Sammarco | Conseillère, communications et publications numériques

Camille Roussel | Conseillère, communications et créatrice de contenu

Hugues Grégoire | Designer graphique et web / Webmestre

Finances et Administration

Annik Larin | Directrice Principale

Lucille Stanislawiak | Conseillère RH

Marion Deleau | Commis comptable

Jérémie Boulos | Coordinateur de programme JCT pour le Québec

Christella Safari | Coordinatrice administrative

Véronique Leblanc | Coordinatrice de programme JCT pour le Québec

Manon Rioux | Réceptionniste

Tatevik Maytesyan | Technicienne comptable senior

Réseau et développement des affaires

Jean-Guy Delorme | Vice-président, Réseau et chef des opérations
Suzanne Dicaire | Directrice principale, Développement des affaires et Relations avec les membres
Simon Blouin | Directeur, Développement des affaires
Pascal Gagnon | Directeur, Développement des affaires - Est-du-Québec
Isabelle Lemay | Coordinatrice au développement des Affaires et relations avec les membres
Sonia Ziadé | Directrice, développement du réseau
Jessy Guesnon | Coordinatrice, projets réseau
Florent Favrel | Chargé de projet, corridors de commerce
Amadou Dieng | Directeur principal, Événements corporatifs et concours les Mercuriades
Chloé Guillaume | Coordinatrice, événements corporatifs et concours les Mercuriades

Travail et Capital humain

Alexandre Gagnon | Vice-président, Travail et Capital humain
Marc-André Pednault | Directeur, Santé et sécurité au travail
Marc Pons | Analyste d'affaires
Luis Palma | Chef de projet, accueillez un stagiaire
Giany Huyghues-Despointes | Chef de projet, un emploi en sol Québécois
Marika Hallé Perry | Chef de projets, Pratiques RH
Mourad Hachid | Rédacteur, contenu diversité
Alexis Lemay | Conseiller aux entreprises
Maxime Proulx | Conseiller aux entreprises
Nancy Lamer | Conseiller aux entreprises
Mehdi Ayachi | Conseiller aux partenariats
Sophie Durand | Conseillère en communication - Capital Humain
Eva Roy-Thériault | Conseillère institutions d'enseignements et TOP
Mariette Ramsay | Conseillère principale, services aux entreprises
Jany Dansereau | Conseillère, développement des compétences
Patricia Leduc | Conseillère, personnes immigrantes

